



HANNIBAL STRATEGIC INSTITUTE
معهد حنبعل الاستراتيجي

Rafaa Tabib

**PERMANENCE DE LA CRISE OU STABILISATION DE LA
CRISE EN LIBYE :
QUELS OBJECTIFS A CIBLER POUR LA TUNISIE ?**



NOVEMBRE 2021

**PERMANENCE DE LA CRISE OU STABILISATION
DE LA CRISE EN LIBYE :**

QUELS OBJECTIFS A CIBLER POUR LA TUNISIE ?

INTRODUCTION

Depuis le soulèvement de 2011 qui a mis fin à la Jamahiriya, la Libye vit au rythme chaotique des transformations persistantes et est devenue un enjeu pour divers acteurs. Très rapidement, la lutte d'intérêts a fait de la Libye un théâtre d'opérations militaires où deux grands camps antagonistes se disputent le pouvoir. Ces camps sont soutenus par des acteurs extérieurs. A l'instar de la plupart des territoires riches en ressources naturelles, principalement les gisements d'hydrocarbures, le chaos en Libye n'est pas le fruit aléatoire du hasard. Alors que plusieurs observateurs de la situation libyenne assurent que l'heure de la reconstruction va bientôt sonner, une course féroce entre les nations qui espèrent décrocher une part importante du « gâteau » se profile en arrière plan. Selon la Banque Mondiale, le coût de la reconstruction et de la réhabilitation des infrastructures en Libye est estimé à 200 milliards de dollars américains et la durée de ces travaux est prévue de 10 ans.

La question qui se pose à l'orée de la période présumée de stabilisation en Libye ou dans la perspective d'une pérennisation de la crise est « Quelle marge de manœuvre pour la Tunisie dans la future reconstruction de la Libye ? Dans quels secteurs et au sein de quelles configurations, notre pays est appelé à s'investir stratégiquement ? Quels capitaux, symboliques, relationnels, cognitifs, matériels et géopolitiques doit-on mobiliser afin de contribuer peser sur les destins de la crise Libyenne et prémunir notre voisin d'un enlisement sans fond dans le chaos sécuritaire et institutionnel ?

Afin d'apporter les réponses idoines à cette interrogation problématisée de la crise libyenne, il est proposé, dans une première phase, une analyse de la crise libyenne, laquelle permettra de mettre en lumière les défis auxquels la Tunisie est confrontée aussi bien sur le plan de sa sécurité que sur celui de son économie. Par la suite, il sera procédé à une présentation de la situation de concurrence imposée par les puissances étrangères pour la reconstruction de la Libye. Dans cette partie, il sera bien évidemment fait mention des atouts et des manquements de la Tunisie au sujet de cet énorme chantier. La finalité étant d'interroger les possibilités pour notre pays de faire part du groupe des acteurs potentiels appelés à jouer des rôles de premier plan. In fine, des propositions d'approches possibles seront énumérées et permettront d'envisager l'élargissement de la marge de manœuvre dans la reconstruction de la Libye.

LA CRISE LIBYENNE ET SON IMPACT SUR LA TUNISIE

Grâce à l'analyse de la crise libyenne et de son impact sur la Tunisie, on introduit la démarche réflexive sur les possibilités et les opportunités potentielles de la Tunisie dans la reconstruction de la Libye post - insurrection.

Dans ce chapitre, il est important de fonder notre approche sur deux types d'éléments structurants. Tout d'abord, sur les facteurs de la crise libyenne et principalement l'Histoire, le territoire, les dynamiques internes et externes et les enjeux stratégiques, autant d'aspects qui expliquent la complexité de la configuration dans ce pays. Puis on reviendra à la Tunisie pour mettre le point sur les contrecoups de la crise libyenne et ses promesses.

L'Histoire libyenne et les mutations géopolitiques dans la région

La Libye occupe une position stratégique dans l'Afrique du Nord, se situant au croisement des routes terrestres entre l'Est et l'Ouest, d'une part, et de la Méditerranée et le Sahel, d'une autre part. Le désert, qui couvre 90 % du territoire, sépare les différentes parties du pays. Une zone semi-désertique de 800 km sépare les centres de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque. Une distance encore plus longue dissocie ces deux centres de la province méridionale du Fezzan. Décrivant la fragmentation géographique et tribale du pays, M. Jaziri a écrit : « *Cette distance omniprésente entre les espaces a pour conséquence l'existence d'entités régionales distinctes, une réalité accentuée par la multiplicité des tribus* ». ¹

Historiquement, la Libye actuelle était divisée en trois régions distinctes : La Cyrénaïque représente une zone de passage entre Alexandrie et Kairouan. La Tripolitaine s'intègre dans la zone d'influence de Tunis.² La Tripolitaine est intégrée à partir de la moitié du XVI^{ème} à l'empire Ottoman dont elle va subir profondément l'influence. Enfin, le Fezzan au sud y a été progressivement rattaché³. Cette composition à partir de la réunion des trois provinces aux destins distincts a été décrite par M. Nouschi en ces termes : « *La Libye actuelle doit sa configuration à la domination Ottomane établie au XVI^{ème} siècle* ». ⁴

Il convient de signaler que l'autorité Ottomane a concédé une large part d'autonomie pour les tribus arabes qu'elle n'a jamais réussi à dominer ou à vassaliser. Les Ottomans ont toléré l'émergence du mouvement Senousis qui a détenu le vrai pouvoir dans la région, principalement au Fezzan et dans le Cyrénaïque.⁵ Cette présence ottomane, a laissé en Libye, plus d'un siècle après son déclin, une profonde influence qu'il convient d'identifier pour comprendre l'architecture politique spécifique de ce pays.

Entre 1906 et 1910, des accords fixant les frontières entre la Libye et les territoires colonisés par les Français ont adoptés. Pendant cette même période, la Grande Bretagne, l'Allemagne et l'Italie avaient exprimé les mêmes ambitions expansionnistes que la France envers la Libye. Mais l'Italie a fini par s'imposer et signa le 18 Octobre 1912, le traité de Lausanne - Ouchy qui a consacré la prééminence de l'Italie et a évincé la

¹ M. Djaziri, « Tribus et État dans le système politique libyen », Outre-Terre, n° 23, 2009/3, p. 127-134.

² Larousse, Encyclopédie, la Libye ; Histoire

³ Nora Lafi, L'Empire ottoman en Afrique : Perspectives d'histoire critique, p 59-70

⁴ André Nouschi, États et pouvoirs en Méditerranée, Tome 1, p 144

⁵ <https://web.archive.org/web/20171011174838/http://countrystudies.us/libya/18.htm>

Turquie de son dernier territoire africain. La dissipation de la présence ottomane a donné naissance à une Libye délimitée avec des frontières définies et un début d'unité politique dans le pays.

Durant la première guerre mondiale, ces caractéristiques géographiques ont fait de la Libye, de nouveau, un enjeu de concurrence entre les grandes puissances coloniales pour le contrôle de l'espace méditerranéen et l'accès vers l'Afrique⁶. Il est édifiant de rappeler à ce propos, que depuis l'Antiquité jusqu'au déclin des Ottomans, la Libye n'a pas connu un gouvernement issu authentiquement du pays et de sa profondeur tribale. De même, la colonisation Italienne allait encore reporter l'émergence d'une Libye souveraine et viable où le pouvoir serait assumé par les Libyens eux-mêmes⁷. Dès 1922, une révolte générale se déclenche dans l'ensemble des trois provinces libyennes sous occupation italienne et s'est poursuivie jusqu'en 1931, année de son écrasement par la violence débridée de l'armée fasciste. A la suite de cette défaite de l'insurrection, et en 1939, les Italiens intègrent la Libye à leur territoire national. Après l'effondrement du fascisme lors de la seconde guerre mondiale, la France et le Royaume Uni administrent le pays⁸.

Le 24 décembre 1951 le roi Idriss I^{er} déclare à Benghazi, que la Libye est un pays indépendant. Le nouveau roi accepte le fédéralisme comme forme de gouvernement d'un pays encore disparate⁹. Au début des années 1950, la Libye, avec un million d'habitants, demeure encore un pays pauvre dont le développement est tributaire de l'aide des puissances occidentales. Faiblesse qui amène le nouvel Etat à signer des conventions bilatérales avec le Royaume Uni. Ce dernier installa plusieurs bases stratégiques et des aéroports à partir de l'année 1953. De même, les États-Unis édifient près de Tripoli la base de Wheelus Field en 1951, l'une des pièces maîtresses de la stratégie américaine en Méditerranée et au Moyen-Orient.¹⁰ Ces accords sont le pari de la survie économique et de la stabilité politique de la Libye. Ce pays n'entre dans une nouvelle ère d'Indépendance économique qu'après la découverte des gisements pétroliers en 1959¹¹.

En 1963, dans le cadre d'une réforme constitutionnelle pour l'unification de la Libye, les trois provinces autonomes de Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan sont remplacés par dix provinces¹², cependant avec beaucoup moins de prérogatives. Cette réforme n'est en fait qu'un moyen pour gérer la manne pétrolière qui allait opérer des mutations radicales dans la société et l'économie.

En 1969, le colonel Mouammar Kadhafi a conduit un coup d'état pour instaurer en premier temps une république socialiste. Mais en 1977, il proclame la Jamahiriya arabe, populaire et socialiste¹³. Quelques semaines après le renversement de roi Idris 1^{er}, le

⁶ François Dumasy, La Libye, un laboratoire des variations de la relation coloniale pendant la Première Guerre mondiale?

⁷ Robert Mantran, La Libye des origines à 1912

⁸ Larousse, Encyclopédie, la Libye ; Histoire

⁹ Leïla Slimani, Jeune Afrique, 24 décembre 1951 La Libye accède à l'indépendance, 19 décembre 2008

¹⁰ Larousse, Encyclopédie, la Libye ; Histoire

¹¹ Leïla Slimani, Jeune Afrique, 24 décembre 1951 La Libye accède à l'indépendance, 19 décembre 2008

¹² André Nouschi, États et pouvoirs en Méditerranée (XVIe-XXe siècles). Tome I, 151

¹³ Slimani, Jeune Afrique, 24 décembre 1951 La Libye accède à l'indépendance.

nouveau régime révolutionnaire décrète la prise de contrôle de 51 % du capital des banques étrangères, lance sa première tentative d'union arabe. Quelques mois plus tard, il met fin à l'existence des troupes britanniques et américaines, décrète la nationalisation des biens étrangers sur le sol libyen et prend le contrôle des sociétés pétrolières. Il crée aussi des institutions à la manière Nassérienne, principalement les structures d'un futur parti unique¹⁴. Le nouveau régime a, de ce fait, adopté des relations d'inimitié avec l'Occident, lesquelles ont conduit à une confrontation par intermittence avec les pays occidentaux. Les changements socio-économiques causés par les découvertes pétrolières depuis 1959, combinés à l'énorme influence exercée par l'Égypte ont fortement façonné la politique de colonel Mouammar Kadhafi¹⁵.

Début 2011, un soulèvement populaire se déclenchait dans le sillage du printemps arabe. Les manifestations se propageaient dans certaines localités de la Libye et ont été suivies par une intervention massive de l'alliance atlantique. La fin des événements a été conclue par le lynchage et l'exécution de Kadhafi. Depuis, loin de connaître une accalmie, le pays a sombré dans une situation chaotique. Un contexte géopolitique complexe a engendré une guerre civile sanglante sur le territoire libyen, lequel devient un enjeu d'interférence d'intérêts d'acteurs extérieurs dont l'action a été relayée par des milices et des partis inféodés à leurs influences respectives.

Il convient ici de rappeler, qu'avant l'unification de la Libye à la suite de l'indépendance en 1951, ce pays rassemblait sous une seule couronne, trois régions aux destins et aux parcours politiques très divers, à savoir, la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan. Ces trois régions ont longtemps vécu de manière isolée et dans une certaine autonomie, aussi bien géographiquement, culturellement qu'historiquement. De ce fait et malgré l'unification du pays, dès qu'une crise politique prenait naissance dans la région, les identités historiques diverses des trois espaces émergeaient de nouveau sur la scène. Cette fragmentation éludée et qui émaillait à chaque tournant historique a fait dire à F. Thual : « (...) *que la question centrale de la géopolitique interne de la Libye a été et demeure celle de son unicité politique* »¹⁶. Cette déclaration puise sa véracité dans l'Histoire ancienne de ce pays. En effet, depuis l'antiquité jusqu'à son indépendance, la Libye n'a jamais été gouvernée par un pouvoir issu réellement de la population locale libyenne. Donc, l'Etat Libyen uni issu de la déclaration d'indépendance, n'a pas joui d'une profondeur historique. De même, le régime monarchique n'a pas instauré le pluralisme politique et accepté les différences manifestes qui existent entre les trois expériences politiques inhérentes à chaque province. Le successeur du roi, le colonel Kadhafi a aussi adopté la même politique de déni des particularismes. La conséquence de cette forme de gouvernement par la négation des différences a suscité un vide institutionnel et dans les pratiques du pouvoir. A la chute de Kadhafi, la béance laissée par la concentration des pouvoirs au sommet de l'Etat s'est révélée très difficile à combler. Le pays a tendance à

¹⁴ Larousse, Encyclopédie, la Libye ; Histoire

¹⁵ Yahia Zoubir, Les États-Unis, l'Europe et la Libye : de la réhabilitation de Kadhafi à son renversement

¹⁶ François THUAL, la Revue administrative 49e Année, No. 294 (NOVEMBRE DECEMBRE 1996), p 682

revenir à une forme de gestion politique héritée du passé tribal, fondée sur la fragmentation territoriale et la segmentarité. L'absence d'une culture pacifique dans la passation du pouvoir entre les Libyens rend difficile l'accord entre eux autour d'une conception participative à la gestion de l'Etat. L'Histoire et la culture nomade d'une partie importante du peuple Libyen émerge à la surface dès que l'autorité centrale s'effondre. Il est entendu par « Nomade » ; dans ce propos, le refus des tribus arabes bédouines et celui des sédentaires oasiens d'être soumis à une autorité centrale et tout autant lointaine. A ce dilemme historique, culturel et social s'ajoute une transformation socioéconomique relative à la découverte des énormes réserves d'hydrocarbure, laquelle a généré une société rentière et a intégré un autre enjeu à la problématique libyenne

Etude du territoire libyen

La Libye a une superficie de 1759540 Km² avec 4348 Km de frontières terrestres et 1770 Km de côtes sur la Méditerranée. Ce pays occupe une position de carrefour entre l'Est et l'Ouest, également entre la Méditerranée et le Sahel. Il partage les frontières avec six Etats ; l'Egypte, le Soudan, le Tchad, le Niger, l'Algérie et la Tunisie. Ainsi, la Libye combine une zone littorale, des reliefs escarpés et un énorme désert s'étalant presque sur 90% de son territoire. Ces conditions géographiques et sa position de carrefour ont toujours pesé sur son destin de pays pivot. Néanmoins, sur ce territoire, aucune construction politique allogène durable ne précède l'actuel Etat libyen.

La position stratégique qu'elle occupe a fait de la Libye, durant des siècles, un lieu de prédation et de piraterie. De ce fait, les stratégies ont souvent pensé que son contrôle doit représenter un enjeu de sécurité pour les grandes puissances. Dans le même ordre de considération géopolitique, la fondation de la monarchie sénoussie, s'inscrit dans la volonté des puissances occidentales à mettre la main sur la position clé du pays situé entre la Méditerranée orientale et la Méditerranée occidentale ou encore entre l'Europe et l'Afrique. Une position qui a été considérablement valorisée lors de la Guerre froide et dont les tenants du pouvoir à Tripoli ont su tirer profit au niveau stratégique en monnayant des facilités militaires britanniques, américaines et par la suite, du temps de la Jamahiriya, soviétiques.

Depuis le début du millénaire, les antiques voies transsahariennes constituent désormais un pilier considérable des mouvements de la migration clandestine de l'Afrique subsaharienne vers l'Europe. D'autres flux illégaux et criminels empruntent aussi les mêmes voies, tels que les trafics d'armes et de drogues. Le contrôle de ces flux présente aujourd'hui, dans le contexte de chaos sécuritaire en Libye, aussi bien pour les pays de la région que pour la communauté internationale, un souci sécuritaire incontestable et de premier ordre.

Des identités régionales différentes

L'héritage historique et culturel, les grandes distances entre les zones habitées, les nuances climatiques et surtout des axes d'échanges avec des partenaires différents ont

joué un rôle primordial dans la fragmentation de la Libye en plusieurs régions nettement distinctes : la Tripolitaine, au nord-ouest; la Cyrénaïque, au nord-est; le Sahara, au sud (partagé en Fezzan, à l'ouest, et le désert Libyque, à l'est)

La Tripolitaine, qui compte sur son territoire près de 52.3% de la population et la capitale de la Libye ainsi que les ports principaux du pays, dont Misratha. Ces ports ont une importance commerciale et stratégique qui remonte à l'Antiquité. La vaste plaine côtière agricole de la Jeffara, qui s'étend de Tripoli à la frontière tunisienne, est cernée au sud par le plateau steppique du Djebel Nefousa. Vers la frange méridionale, la Tripolitaine s'étend jusqu'aux abords de Ghadamès.

La deuxième entité géographique est le Fezzan, province du Sud-Ouest qui se compose essentiellement d'une vaste zone de transit ouverte vers le Sahel. La région est émaillée d'oasis, dont Sebha. Cette ville est la localité principale et abrite environ 200000 habitants. De très importantes installations militaires sont implantées en périphérie de ce centre commercial très ancien et qui est également le centre administratif de la région.

La troisième entité est la Cyrénaïque. Elle occupe toute la partie orientale du pays. Sa ville principale est Benghazi, l'ancienne capitale politique du temps de la monarchie. Cette région comprend plusieurs villes, dont Tobrouk, connue en tant que l'un des rares ports naturels fermés d'eau profonde du pays. Les plateaux étagés du Djebel Akhdar, constituant le noyau de la région et culminant 600 m, couvrent la mer et sont découpés par de petites plaines littorales agricoles. Malgré son hostilité, le désert libyque situé dans la partie méridionale de la Cyrénaïque constitue un espace économiquement et stratégiquement important puisque c'est la porte de transit entre la Méditerranée et les profondeurs du Soudan.

La Tripolitaine est séparée de la Cyrénaïque par le désert de Syrte. Ce dernier, riche en hydrocarbures, forme une frontière « naturelle » large de 500 kilomètres. Son littoral est émaillé par les terminaux pétroliers de Ras Lanouf et As Sidrah. La ville principale de ce Golfe est Syrte, une localité de près de 80 000 habitants.

L'immense Libye désertique

Une très large majorité du territoire libyen est désertique, ce qui engendre un très grand déséquilibre dans la répartition de la population. Depuis l'antiquité, la bande littorale rassemble l'essentiel des habitants et des activités (85% de la population et 2% des terres fertile aujourd'hui). De ce fait, le pouvoir libyen du temps de la Jamahiriya, a suivi une stratégie fondée sur l'exploitation des nappes phréatiques pour assurer l'indépendance hydrique et alimentaire. Mais, les efforts se sont avérés insuffisants pour satisfaire les besoins de sa population.

Néanmoins, il est à souligner qu'une complémentarité fonctionnelle et territoriale a toujours existé entre l'étroite Libye méditerranéenne et son immensité désertique, grâce aux voies de commerce transsaharien, lesquelles servaient au développement économique de l'espace saharien.

La Libye post-insurrectionnelle et l'Internationalisation d'un bourbier régional

L'action de l'OTAN, à la suite de la résolution 1973 votée par le Conseil de sécurité, le 17 mars 2011, a sonné le glas de la fin du régime de Kadhafi. Il a été avancé au début, que cette intervention était menée dans l'objectif de protéger la population libyenne de la répression du régime, alors qu'en réalité, les planificateurs de cette action militaire n'ont eu pour finalité que la chute et l'effondrement de la Jamahiriya. A la suite de cette agression et en fin de compte, les puissances qui ont conduit l'intervention n'ont pas réussi la stabilisation du pays et dix ans après, le pays est toujours en crise.

La Libye, un Etat failli avec une transition difficile

Une guerre civile à épisodes intermittents s'est déclenchée engendrant une crise humanitaire aux effets déstabilisateurs pour l'ensemble de la région. Une situation chaotique dans les domaines économiques et politiques marque la vie dans le pays depuis plus d'une décennie. A ce chaos, s'ajoute une atomisation sociale. Comme l'indique M. A. Dolamari : « *Tenter de comprendre la Libye en faisant l'économie de la réalité tribale qui y transcende la société est une entreprise impossible, tant cette dernière participe de la caractérisation du système politique libyen* »¹⁷.

Pris entre le marteau de l'absence d'un appareil étatique et l'enclume de la lutte pour le pouvoir des factions libyennes, le pays est menacé d'être qualifié « d'Etat failli ». Le 29 Octobre 2014, Bernardino Léon chef de l'UNSMIL,¹⁸ considérait que : « (...) *la Libye est très proche du point de non-retour* ». Cette déclaration résume la situation en Libye et l'inquiétude de la communauté internationale envers cette crise aux conséquences déstabilisatrices dans l'espace sahélo-maghrébin. L'intensification des violences, l'escalade perpétuelle de la guerre civile et la division politique des protagonistes de l'intérieur alimentent la thèse de l'Etat failli. Bien que, ce concept n'ait pas vraiment acquis une définition officielle, on peut dire que cette qualification désigne un Etat dans lequel rien ne fonctionne correctement, qui n'arrive pas à remplir ses missions régaliennes essentielles en matière d'ordre public, de police, de justice et renvoie donc à la notion d'échec structurel¹⁹. Les symptômes de la faillite de l'Etat découlent de l'absence d'un contrôle minimal de l'espace politique et économique. Ainsi, l'Etat « *Ne parvient pas à s'opposer aux troubles internes, aux crises politiques ou ethniques, provoquant l'exode de certaines populations, voire le déclenchement des guerres civiles* »²⁰. L'Etat est dès lors incapable de s'assurer la loyauté des citoyens envers la nation. Dans le cas Libyen, la majorité des symptômes de l'Etat failli sont rassemblés dans les réalités.

Le 6 Février 2021, la Libye entame une nouvelle tentative de transition après l'élection d'un nouvel exécutif uni qui a mis en place un gouvernement afin de préparer le scrutin

¹⁷ Ali Dolamari, Le tribalisme libyen : un critère géopolitique

¹⁸ Bernardino Leon est le représentant spécial des Nations Unies en Libye et chef de la mission des Nations Unies en Libye (UNSMIL) depuis le 1er septembre 2014 jusqu'à 4 Novembre 2015.

¹⁹ Le dico du commerce international, définition de l'état failli

²⁰ A. Cartapanis, « L'Etat défaillant », Qui capture l'Etat ? Paris, PUF, 2012, p. 19-22

national prévu le 24 décembre 2021 et mettre fin à une décennie de chaos. Selon ce processus, la rivalité entre l'Est et l'Ouest doit laisser la place aux nouveaux dirigeants issus des trois provinces de la Libye, lesquels devront tenter de réunifier les institutions d'un pays miné par les divisions depuis dix ans. Ce processus appelé à conduire le pays vers des élections a été salué dans le monde entier. Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres y voit : « *Une très bonne nouvelle dans notre quête de la paix et de la stabilité* ». L'Allemagne, l'Italie, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni ont toutefois souligné qu'un « long chemin » restait à parcourir.²¹

Les dynamiques internes

Dans un pays aux enjeux pétroliers considérables, le régime stable de Kadhafi laisse la place à un système tribal particulièrement complexe est fragmenté. Lors de l'insurrection armée en 2011, un Conseil National de Transition a été créé dans le but d'assumer la conduite du pays. Dix mois après, en 2012, un Congrès National élu prend le pouvoir, mais il a échoué dans le contrôle de l'Etat. Tribus et milices lourdement armées se sont très vite partagé les richesses et le territoire Libyen. De plus, l'incompétence des élites venues aux affaires a ouvert la voie aux groupes extrémistes qui se sont propagés dans le pays, semant le chaos. En juin 2015 l'organisation Etat Islamique prend pied à Syrte. Parallèlement, le groupe terroriste Ansar al-Charia s'installe à Derna et à Benghazi²².

Bien que, le gouvernement de concorde nationale, dirigé par M. Fayaz Sarraj s'impose sur la scène politique grâce à sa reconnaissance par une partie de la communauté internationale, notamment les Nations Unies, à la suite de la résolution 2259 adopté par le Conseil de Sécurité, en date du 23 décembre 2015, il se heurte à la coalition regroupée autour du Maréchal Khalifa Hafter, largement engagée dans la lutte armée contre les groupes terroristes dans le pays. De ce fait, le Maréchal Hafter a pu gagner un poids politique et une sorte de légitimité en se présentant comme un acteur de premier plan dans la lutte contre les groupes radicaux. De plus, il a démontré, grâce aux victoires remportées sur le terrain, qu'il est capable de rassembler autour de lui une bonne partie de l'opinion publique libyenne, laquelle craint une main mise sur le pays des extrémistes, notamment dans la région riche et dotée de ressources en Cyrénaïque.

Depuis le 11 septembre 2016, les forces du Maréchal Khalifa Hafter contrôlent le Croissant pétrolier ce qui renforce son autorité et son poids politique ainsi que le soutien qui lui est apporté par certaines puissances régionales et étrangères²³. A partir de cette date, l'ANL sous le commandement de M. Haftar gère les terminaux pétroliers qui assurent l'exportation de la plupart du brut libyen. Cette victoire dans le croissant pétrolier qui voit transiter les trois quarts de la production pétrolière du pays constitue une avancée politique pour M. Haftar, qui a pu alors exiger une révision des rapports de

²¹ Jeune Afrique, Libye : après l'élection d'un Premier ministre intérimaire, une nouvelle phase de transition 06 février 2021 Par AFP

²² Henrik Gråtrud and Vidar Benjamin Skretting, Ansar al-Sharia in Libya: An Enduring Threat.

²³ Saïd Haddad, Dialogues, ambiguïtés et impasses libyennes.

force dans le pays et un partage plus équitable des prérogatives entre les deux pôles dans le pays. En effet, M. Haftar vise un rôle de commandement qui ne se limite pas à la seule région de la Cyrénaïque, mais cible la mission de protecteur national de la sécurité du pays, y compris la magistrature suprême.

Cependant, il serait fallacieux et réducteur de circonscrire la rivalité en Libye entre le premier responsable à Tripoli, qu'il soit M. F. Serraj ou M. A. Debayba, d'un côté et M. Haftar, d'un autre côté. En effet, même les groupes armés qui prétendent être sous le contrôle de l'un ou l'autre ne le sont pas vraiment, ou du moins, pas de la manière la plus claire possible. La présence de plusieurs milices aux idéologies et objectifs divers rend la situation extrêmement compliquée. A titre d'exemple, la Force *Radaa* (Forces de dissuasion spéciale FDS) est composée de 1500 hommes, principalement basées à Tripoli et obéissant aux ordres du ministère de l'intérieur. Ces forces sont accusées de vouloir imposer *chariaa* par la force et sont aussi accusées de pratiquer la torture sur des prisonniers. Un autre groupe armé, les *Madkhalis* de tendance Salafiste et qui s'oppose à la démocratie, est soutenu et financé par l'Arabie Saoudite. Cette faction soutient aussi bien l'armée de M. Haftar en Cyrénaïque que certaines unités de la police à Tripoli. Une obédience multiple et souvent contradictoire qui renseigne sur les allégeances complexes des milices dans un pays fragmenté.

Il importe aussi de souligner que dans un contexte d'évolution et de transformation des alliances entre les différentes factions, il est peu probable de voir une seule faction l'emporter militairement sur les autres et unifier le pays sous son contrôle. De même, malgré le système d'alliance qui a permis à MM. Serraj et Debayba d'accéder simultanément au poste de premier ministre, le Conseil Présidentiel et toute autre autorité issue des pourparlers à l'échelle régionale, ne semblent même pas en mesure de contrôler la région de Tripolitaine dans laquelle il sont basés. Un certain nombre de milices, telles que celles dirigées par Haythem al-Tajouri, Abdul Ghani al-Kikli, Abdel Raouf Kara, de même, la brigade Nawasi ou celle de Bchir Al Bogra, et plusieurs autres milices venues de Misratha et présentes dans la capitale, semblent agir de manière clairement autonome vis-à-vis du gouvernement installé dans la capitale. De ce fait, les conditions de sécurité à Tripoli se détériorent graduellement et les réseaux de la contrebande ou de la prédation des ressources parviennent souvent à imposer leur domination territoriale.

Dans le Sud, la fragmentation politique et ethnique domine. L'ordre tribal historique a été renversé et la tribu Qadhadhfa, qui dirigeait la région sous le régime de Kadhafi, a soudainement laissé la place à d'autres groupes. Le bouleversement de l'ordre politique et tribal a provoqué des vagues successives de conflits entre les tribus Tebu, Awlad Sulaiman, Warfalla et Touareg, toutes impliquées dans une compétition d'accaparement du contrôle des trafics illicites.

Les dynamiques externes

Quant aux ingérences étrangères en Libye, les acteurs externes semblent être un catalyseur de perturbation qui alimente la crise au lieu d'y remédier. Certains analystes voient que la résolution sera, principalement, par l'accord des protagonistes extérieurs de la scène libyenne.

Dans la suite de ce paragraphe, on va analyser les motivations, les intérêts et les interactions respectives inhérentes à chaque acteur externe sur la scène libyenne. Il est question également de voir comment cette conjoncture a mené les pays étrangers à se greffer à la guerre civile libyenne et comment ils tiennent à imposer des stratégies sécuritaires et d'influence aux acteurs libyens.

L'ONU a toujours été impliquée dans le pays depuis le début de l'insurrection libyenne en 2011. Au printemps de cette même année, l'intervention militaire de l'OTAN, approuvée par l'ONU, a contribué à la chute du régime de Kadhafi. Dans la foulée, l'organisation internationale a soutenu la création de la Mission d'Appui des Nations Unies en Libye, établie en septembre 2011, en tant que principal organisme international chargé de rechercher la réconciliation entre les différents groupes impliqués dans le conflit. Quatre ans plus tard, en décembre 2015, un accord de concorde a été signé à Skhirat au Maroc, confirmant l'adoption des quatre principes suivants :

- Garantir les droits démocratiques du peuple libyen ;
- Instauration d'un gouvernement consensuel fondé sur le principe de la séparation des pouvoirs ;
- Surveiller et équilibrer les institutions gouvernementales ;
- Respecter le pouvoir judiciaire libyen et son indépendance.

Cependant, l'initiative des Nations Unies a connu beaucoup de difficultés voire des impasses, lesquelles se sont traduites, dans les faits, par une série d'interminables guerres intestines qui ont ensanglanté le pays durant toute la magistrature de M. F. Sarraj. En novembre 2020, Mme. Stéphanie Williams a convoqué en Tunisie le « Forum du Dialogue Politique Libyen » pour des discussions qui ont abouti à une feuille de route politique, comprenant la tenue d'élections prévues pour le 24 décembre 2021. Par la suite, un gouvernement provisoire d'union nationale, chargé de conduire la Libye vers le scrutin, a été nommé en date du 5 février 2021 avec à sa tête un homme d'affaires issu de Misratha.

Pour ce qui est des jeux des puissances en Libye, il faut signaler que le rôle des Etats Unis dans la crise est ambigu. Des contradictions entre les stratégies militaires et les déclarations politiques de cette super puissance sont manifestes. En Avril 2017, le Président D. Trump déclara en recevant l'ancien Président du Conseil italien M. P. Gentiloni : « *Les Etats-Unis n'ont pas de vrai rôle en Libye. Je ne vois pas en quoi les Etats-Unis ont à jouer un rôle en Libye. Nous intervenons dans beaucoup d'autres zones du Monde et nous avons assez de tâches à réaliser pour le moment* ».

Cette déclaration est en parfaite symbiose avec les conclusions du *National Intelligence Council* dont le rapport 2018 assure que « (...) *Le chaos est maintenant semé de manière effective*

à travers les régions qui constituaient une menace pour notre sécurité nationale. Les interventions militaires occidentales successives sont parvenues à cette déstructuration à long terme des configurations ennemies. La situation n'est pas aussi inquiétante (...) aussi est-il opportun de prôner l'inaction absolue. Il serait tentant d'imposer l'ordre au sein de ce chaos apparent, mais cela coûterait trop cher à court terme et échouerait à long terme ».

Contrairement aux déclarations des responsables politiques, les positions des responsables militaires américains marquent de très nettes différences. Ainsi, le 7 février 2019, le Commandant de l'AFRICOM, le Général Thomas Waldhouser assure que la stratégie US en Libye repose sur les axes suivants :

- Renforcer la stabilité ;
- Réduire l'ingérence russe ;
- Œuvrer à écarter tout accord de réarmement du pays avec la Russie ;
- Interdire toute implantation militaire permanente ou la construction de bases russes ou chinoises dans le pays ;
- Renforcer les capacités sécuritaires des partenaires dans le pays.

Parallèlement, l'intervention militaire américaine en Libye est matérialisée par les frappes aériennes et les attaques ciblées grâce à des drones²⁴. Dans ce contexte, il est probable que l'élection de M. J. Biden en novembre 2020 amène les États-Unis à reconsidérer leur politique en Libye. Washington montre maintenant sa volonté de mettre fin à la guerre par procuration menée en Libye par la Turquie, la Russie et les Émirats arabes unis²⁵.

La France, quant à elle apporte un soutien le Maréchal Haftar, bien que n'ayant pas procédé à des livraisons d'armes, à l'exception des batteries antimissiles, depuis des années²⁶, maintient une présence active sur le terrain via ses agents de la Direction Générale des Services Extérieurs (DGSE).

L'Italie estime être plus experte dans la gestion des affaires Libyenne que n'importe quelle autre nation et voit que l'intervention des autres puissances constitue une grande menace pour ses intérêts, notamment pétroliers. Elle accuse, par ailleurs, la France d'être à l'origine de la situation chaotique en Libye²⁷. Dans ce contexte de clivage Franco-italien, Mme. E. Trenta, Ministre de la Défense à Rome a déclaré : « *Soyons clairs, le commandement en Libye, c'est nous !* ». Cette déclaration rejoint l'attitude du ministère des affaires étrangères italien, laquelle a plus d'une fois, insisté sur sa volonté de tout faire pour permettre une normalisation de la situation et à parvenir à une entente entre les différentes factions politiques. Les lignes de fracture entre les Italiens et les Français en Libye dépassent la simple concurrence d'ordre relatif aux intérêts économiques. Il s'agit d'un affrontement stratégique inhérent à la projection de chacune des deux puissances sur un territoire à occuper. La Libye constitue, dans l'imaginaire colonial, le « *Quatrième*

²⁴ Rafaa Tabib, Conférence « Le jeu géopolitique des puissances en Libye »

²⁵ Le Chiffre D'affaires, États-Unis: Quelle est la stratégie du président Biden en Libye? Fév 25, 2021

²⁶ Ariane Bonzon, Slate, Le désastreux casting de la France en Libye, 25 juin 2020

²⁷ Limam Nadaw, Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel Sahara, Libye: un conflit confisqué par des acteurs extérieurs

rivage» pour l'Italie alors que le Fezzan est, pour la France, un continuum de l'espace vital Saharo-Sahélien. La rencontre de MM. Sarraj et Haftar à Paris en juillet 2017, organisée par le président E. Macron, a contribué à replacer la France au cœur de l'échiquier libyen et à légitimer davantage le camp de la Cyrénaïque aux yeux de la communauté internationale. Il y a lieu de rappeler à cet effet, que le Maréchal Haftar venait de remporter une bataille décisive contre des groupes islamistes à Benghazi après trois ans de combats intensifs. Le 29 mai 2018, le Président E. Macron a réussi un tour de force politico-diplomatique en réunissant les belligérants libyens autour d'une table et leur a fait signer la « Déclaration de Paris » qui préconisait la tenue d'élections simultanées, présidentielles, législatives et constitutionnelles à la date du 10 Décembre 2018. De ce fait, cette percée française a poussé les Italiens à mettre en échec le calendrier électoral en allumant la bataille de Tripoli en septembre 2018.

Quant aux points communs entre la France et l'Italie, ils sont nombreux, dont principalement :

- Recherche d'une certaine stabilité sécuritaire ;
- Arrêter les flux de migrants ;
- Réduire les possibilités pour les autres parties d'implanter des terroristes ;
- Maintenir un niveau de non agression entre les belligérants ;
- Organiser des élections susceptibles d'amener au pouvoir des alliés ;
- Soutenir des parties dont les territoires recèlent les ressources ou les installations considérées comme stratégiques²⁸.

Bien que L'Italie ait des intérêts historiques et stratégiques importants en Libye, elle n'a pas été en mesure de mettre en œuvre une stratégie politique cohérente envers la crise libyenne. Entre 2015 et 2016, Rome a été l'un des principaux soutiens du processus onusien qui a conduit à l'accord de Skhirat et à la création du Gouvernement de Concordance Nationale. Cependant, Rome n'a pas réussi à tirer parti de son influence au sein du gouvernement de M. F. Sarraj et a perdu du terrain au profit d'acteurs plus actifs, plus dynamiques et mieux préparés à jouer un rôle de premier plan dans le conflit. D'autre part, craignant d'être perçue comme trop proche du gouvernement islamiste de Tripoli ou de soutenir le mauvais cheval, l'Italie a tenté d'établir des liens avec le maréchal Haftar tout en soutenant officiellement le gouvernement de M. F. Sarraj. Un positionnement qui a fait dire à M. Dario Romano : « *Cette approche a été contre-productive car elle a affaibli les relations avec le GCN et n'a pas réussi à créer des liens significatifs avec Haftar* »²⁹. En conséquence, le GCN, à la recherche de partenaires plus fiables, s'est rapproché de la Turquie. Le soutien militaire d'Ankara a permis au GCN de lancer l'opération *Peace Storm*, qui a brisé le siège de Tripoli et a permis aux troupes de M. F. Sarraj de reprendre le contrôle des territoires perdus pendant la campagne de Haftar. Ce revirement a fait

²⁸ Dr Rafaa Tabib, Conférence « Le jeu géopolitique des puissances en Libye »

²⁹ Dario Romano Fenili, RUSI, Italy's New Approach to Libya Commentary, 24 August 2020.

dire à M. Giampaolo : « *Ainsi, en ignorant les demandes répétées de Serraj pour un soutien plus ferme, l'Italie semble avoir à la fois perdu un allié et n'en avoir pas réussi un nouveau* »³⁰. Manifestement, l'Italie a été marginalisée du théâtre libyen par les deux factions rivales. Comme remède pour s'en sortir, M. Giampaolo, expert géopolitique³¹ estime que le rôle croissant des puissances étrangères en Libye exige une plus grande réponse commune de l'Europe. Dans ce contexte, il a insisté sur le fait que l'Italie, ne ferait que porter préjudice aux intérêts européens en Libye, si elle agissait à nouveau unilatéralement.

Le Royaume Uni, quant à lui, a des intérêts économiques en Libye tout comme la France, l'Italie et les Etats-Unis. En 2007, le British Petroleum a signé un contrat avec le gouvernement libyen autorisant la firme à effectuer des forages de recherche de gisements dans les champs pétrolifères de l'ouest libyen. L'autorisation couvre un total de 17 puits allant du golfe de Syrte à Ghadamès et donne droit à l'installation de plateformes en mer, le tout pour un montant avoisinant le milliard de dollars américains³². Par conséquent, les forces armées royales se sont déployées sur certaines bases protégées par des milices afin de participer à des opérations secrètes ou de protection des intérêts pétroliers britanniques et maltais en Libye. C'est la présence des services secrets britanniques auprès des milices et des tribus, qui constitue l'axe majeur de l'intervention en Libye. Loin d'être une simple question de soutien pour l'information, il s'agit d'une véritable entreprise d'entrisme et de phagocytage de la société³³. Pour les Britanniques, il y a lieu de rappeler qu'un rapport parlementaire avait, depuis 2011, dénoncé l'intervention en Libye. Ce rapport critique sévèrement l'ancien Premier ministre M. David Cameron. L'intervention militaire britannique en Libye était fondée sur des « *postulats erronés* », qui ne sont pas dignes de foi selon les parlementaires britanniques³⁴. Les parties britanniques qui n'ont pas d'intérêts pécuniaires directes en Libye ont clairement établi que l'intervention de 2011 est un échec stratégique et une erreur de premier plan puisqu'elle a livré le pays aux forces terroristes³⁵. La position britannique est paradoxale et contradictoire puisqu'elle a soutenu en Libye les factions qu'elle avait classée comme terroriste à l'instar de la *Jamaâ Libya Moukatilah* et d'une autre part, elle garde des relations puissantes avec des acteurs des camps en guerre en les armant et les soutenant directement ou indirectement³⁶.

La Russie quant à elle, a très tôt tenté de se tailler une place dans le théâtre Libyen en multipliant les signes d'intérêt pour la réactivation des anciennes alliances. Une série d'évènements ont émaillé le processus de « retour » de Moscou sur la scène libyenne, dont le plus marquant fut sans doute l'accueil fait au Maréchal Khalifa Haftar à bord de l' « Amiral Kouznetsov » en janvier 2017. Ainsi, à partir du printemps de 2020, les

³⁰ Mattia Giampaolo, How Italy was marginalised in Libya, 17 January 2020

³¹ European Council Of Foreign Relations.

³² Nicolas Klingelschmitt, De l'engagement aux critiques, la position britannique sur la guerre en Libye.

³³ Dr Rafaa Tabib, Conférence « Le jeu géopolitique des puissances en Libye »

³⁴ Le temps, Un rapport parlementaire britannique dénonce l'intervention en Libye de 2011, 14 septembre 2016.

³⁵ Dr Rafaa Tabib, Conférence « Le jeu géopolitique des puissances en Libye »

³⁶ Idem

Russes ont déployé des avions de combat en Cyrénaïque afin de préserver les positions de M. Haftar à l'Est. L'escalade Russe a été spectaculaire. Les batailles de Benghazi contre *Majliss Choura Moujahidine* et *Saraya Ad Difaâ*, inféodées à Al Qaïda, ont donné lieu à une implication directe des unités d'élite des forces d'opération spéciales (FOS), la plus récente des unités russes de *Spetsnaz* créées en 2009 dans la foulée de la chasse aux éléments terroristes aux côtés des contingents libyens conduits par le Colonel Wnaïes Boukhmada, un officier formé à l'école soviétique³⁷.

L'action russe en Libye a pris les formes suivantes :

- Envoi d'experts en lutte antiguérilla et en déminage ;
- Les unités de l'Armée Russe, déployées sur la base égyptienne de Sidi Barrani, à une centaine de kilomètres de la frontière libyenne, assurent une protection des frontières sahariennes ;
- Formation des officiers de la Marine à Tobrouk et Benghazi ;
- Appui logistique et en matériel à l'Armée de l'Air grâce à la maintenance de la flotte très ancienne basée à Tobrouk, Ajdabiya et Tamenhant.

Il faut rappeler aussi que Moscou aimerait accéder au port de Benghazi, comme au temps de Kadhafi. Les stratégies du Kremlin comptent multiplier leurs anneaux en Méditerranée où croisent leurs vaisseaux. Même après le démantèlement de l'Union Soviétique, l'alliance entre les deux pays était fortement cimentée par les exportations d'armes russes. La perte de ce marché important a été ressentie comme un revers pour les Russes. L'échec cuisant des Occidentaux à rétablir la paix en Libye et l'enlisement de leur projet de rétablissement de l'autorité dans ce pays a permis à Moscou d'œuvrer pour peser dans la balance libyenne et de s'imposer dans la configuration de sortie de la crise. Les analystes de La Fondation pour la Recherche Stratégique en France ont établi dans leur rapport stratégique 2017, que l'objectif du Kremlin est de « *Reconstituer un croissant d'influence russe. Cette stratégie intègre le Maréchal K. Haftar. L'homme fort de la Cyrénaïque obéit à des critères idoines de cooptation stratégique pour la partie russe qui voit en lui un rempart face aux extrémistes, du fait qu'il est aussi un autocrate, de formation militaire, hostile aux islamistes, ayant effectué une partie de son instruction d'officier en Union Soviétique, connu pour son loyalisme et sa parfaite connaissance des équilibres tribaux* ».

Lors des événements de 2011, l'Égypte ne joua pas un rôle de premier ordre, puisque le pays était englué dans ses affaires internes. En début de 2014, et avec le déclenchement de l'opération *Karama*, l'Égypte est retournée comme acteur régional important de la scène Libyenne avec un alignement intégral de la nouvelle autorité avec l'Armée Arabe Libyenne conduite par M. Haftar. Les autorités égyptiennes sont parvenues à établir de bonnes relations avec d'autres acteurs au delà de la Cyrénaïque, principalement à Misratha et à Tripoli. Signe de l'importance de ce dossier aux yeux du président égyptien,

³⁷ Dr Rafaa Tabib, Conférence « la politique libyenne de la Russie de l'instrumentalisation des échecs occidentaux à la réactivation des anciennes alliances ».

il a créé, par décret présidentiel en août de l'année 2016, le Comité Egyptien des Affaires Libyennes et en a confié la présidence au Général d'état-major Mahmoud Hegazy. L'engagement militaire des égyptiens a été entamé avec le déclenchement de la première bataille de Tripoli 2014 et ne s'est pas démenti depuis. Ainsi, en septembre 2016, des avions égyptiens ont bombardé des positions tenues par des milices loyales au gouvernement de M. Sarraj³⁸ à Ras Lanuf et le 7 février, ils sont intervenus à Derna, contre des groupes islamistes.

L'attaque terroriste contre le poste frontalier tenu par l'armée égyptienne à Faraferah, à l'aube du 18 Juillet 2014, a été un traumatisme sécuritaire mettant en exergue la menace venant de Libye. La sécurisation de la frontière est devenue depuis, parmi les principaux axes du socle de l'action égyptienne en Libye. La frontière séparant les deux pays s'étend sur près de 1200 kms et est subdivisée en trois grands segments où agissent des groupes tribaux différents et dont les obédiences sont très variables. Les Egyptiens sont convaincus que des groupes terroristes tentent de transformer sa frontière avec la Libye en une base arrière pour mener des attaques et des frappes contre leur sécurité nationale. A ce titre, l'Armée Egyptienne n'hésite pas à intervenir, par des frappes aériennes massives ou par des opérations commando, pour liquider les terroristes en Libye. En soutenant le Maréchal Haftar et en améliorant les capacités opérationnelles de l'AAL afin que cette dernière parvienne à anéantir le terrorisme sur le territoire libyen, l'Egypte retrouve son poids géostratégique en jouant un rôle de premier plan dans la région MENA³⁹. En effet, la situation chaotique en Libye offre à l'Egypte l'opportunité de s'imposer comme un interlocuteur incontournable dans la résolution des crises régionales et principalement libyenne.

De concert avec l'Égypte, les Émirats Arabes Unis fournissent des armes à M. Haftar depuis 2014. Sur terrain, Abou Dhabi a mené de nombreuses attaques aériennes, principalement par des drones, en appui aux manœuvres terrestres de l'AAL. Son implication a également été renforcée grâce à une coordination très intense avec l'Egypte au niveau opérationnel, notamment dans le Fezzan. De fait que les deux pays ont pour stratégie commune la lutte contre l'influence grandissante de la Turquie. Les motivations des EAU ne sont pas seulement idéologiques, mais aussi et surtout stratégiques. Les Emiratis veulent conquérir un espace dans le bassin méditerranéen grâce à une implantation durable dans des ports sur le littoral sud. Sur le plan politique, Abou Dhabi a réussi tout de même à réunir MM. Sarraj et Haftar en mai 2017 et à l'instar de son allié égyptien, Abou Dhabi a adhéré au processus diplomatique entamé par l'ONU pour une réconciliation inter-libyenne.

Quant à la Turquie, elle a depuis le début de l'insurrection, clairement violé l'embargo imposé par les Nation Unies sur la fourniture des armes. Ankara ne s'est jamais arrêté à transférer à ses alliés islamistes à Tripoli aussi bien des armes sophistiquées que des

³⁸ The Petroleum Facilities Guard (PFG; Arabic: حرس المنشآت النفطية) is a Libyan oil company and militia led by Idris Bukhamada.

³⁹ La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA)

mercenaires et des officiers instructeurs. Grâce à cet appui M. Sarraj a pu renverser l'équilibre à son profit lors de la dernière guerre dans la capitale. Cependant, cet appui massif a coûté à la Turquie et même au Qatar, d'être souvent accusés d'ingérence en Libye et de financement des groupes radicaux⁴⁰. Malgré les déclarations des responsables turcs qui prétendent défendre un régime légal, leur intervention dans la région n'échappe pas de la perspective stratégique d'Ankara qui place intérêt national en tête des motivations d'action, même si elle doit prendre la forme d'un enlèvement dans un conflit interne à un pays étranger. A la fin de l'automne 2019, Ankara a doublé son soutien stratégique à la suite de la signature « forcée » par le gouvernement de Tripoli, de deux accords sur les droits maritimes et la sécurité. Début 2020, l'intervention militaire de la Turquie a rapidement balancé l'équilibre des forces en faveur du gouvernement de M. Sarraj et elle a permis de reconquérir la totalité de la Tripolitaine.

L'implication turque vise à préserver ses intérêts géopolitiques en Méditerranée face aux projets d'exploitation des ressources en hydrocarbures entamés par la Grèce, Chypre et Israël, à préserver une sphère d'influence au Maghreb face à une coalition de pays arabes considérés hostiles et à protéger les intérêts économiques et investissements turcs en Libye. Il est clair qu'Ankara planifie une installation durable dans la base aérienne d'Al-Watiya, prise le 18 mai aux forces de M. Haftar et dans le port militaire de Misratha.

Dans ces conditions, la Libye sous condominium turco-russe risque d'être l'objet d'un marchandage plus global, notamment en liaison avec la Syrie. Comme le précise M. P. Razoux : « *Il peut y avoir entente entre Erdogan et Poutine en vertu de laquelle la Turquie arrête d'alimenter la poche syrienne d'Idlib en échange de quoi la Russie délaisse Tripoli pour permettre à Haftar de se maintenir en Cyrénaïque* »⁴¹.

Il apparaît de cette analyse des dynamiques internes et externes que l'enjeu que représente le champ idéologico-religieux sur la scène libyenne se doit d'être relativisé. L'intervention des puissances étatiques en Libye relève finalement plus d'un jeu de lutte de pouvoir à travers la recherche d'un positionnement géostratégique favorable afin d'obtenir des marchés de reconstruction et pour un accès aux mers ainsi qu'aux bases militaires. Donc, la question de la reconstruction de la Libye se situe au cœur de la concurrence des protagonistes sur le théâtre géopolitique et stratégique que constitue le territoire de ce pays. Par leur soutien à certaines factions libyennes, les puissances régionales ont transformé le conflit libyen en un théâtre d'affrontement entre des groupes locaux interposés et en un espace ouvert pour l'extension des influences dans la région MENA. Chaque pays est en compétition, seul ou au sein d'une coalition, pour se tailler une part dans les appels d'offres de la reconstruction de la Libye et ce, proportionnellement à son poids géopolitique respectif à la fin du conflit. Il est possible, par conséquent, de conclure que la Libye ne constitue qu'un terrain supplémentaire pour mener des guerres par procuration permettant aux puissances de s'affronter

⁴⁰ Idem

⁴¹ Pierre Razoux, est un historien français spécialisé dans les conflits contemporains et les relations internationales.

indirectement pour des considérations d'intérêts économiques et stratégiques. Dans cette configuration complexe de conflictualité, les pays frontaliers, dont la Tunisie, ont subi les contrecoups économiques de la crise et craignent, à juste titre, un probable débordement des menaces et des violences multiformes sur leurs territoires nationaux respectifs.

LES ENJEUX STRATEGIQUES

Enjeux énergétiques

La ressource en hydrocarbures est la richesse et la source de toutes les convoitises internes et externes dans le pays. Selon l'OPEP, avec 48 milliards de barils, les réserves libyennes sont les premières en Afrique. La Libye possède six terminaux pétroliers : Zuwara dans la région de Tripoli et dans le croissant pétrolier, poumon économique du pays, situé dans la région du bassin de Syrte où sont concentrées 80% des réserves de pétrole de la Libye et enfin à Toubrouk, près de la frontière égyptienne.

Avant la chute du régime de Kadhafi, la Libye produisait 1.6 millions de barils/jour. Cette production s'est vue divisée par cinq tout au long du conflit pour remonter fin 2017, jusqu'à Novembre 2020, à un million de b/J⁴². Plus de 95% des revenus de la Libye proviennent des ventes d'hydrocarbures dont 80% est exporté vers l'UE, les revenus pétroliers ont atteint 24.2 milliards de dollars en augmentation de 76% par rapport à 2017.

Quant au gaz naturel, la Libye occupe le 23^{ème} rang mondial et le 6^{ème} rang Africain avec 14.3 millions de m³ commercialisé/an. Cependant, selon l'OPEP, elle n'exporte que le tiers de sa production alors que les réserves sont très importantes. Ces dernières sont estimées à 1505 milliards de m³.

La NOC National Oil Company se partage la production pétrolière avec des compagnies étrangères. L'ENI, compagnie italienne, implantée depuis 1959, la plus importante en Libye est considérée comme la société étrangère la mieux établie sur le territoire. Elle possède 6 blocs pétroliers avec une production s'élevant à 384.000 barils/jour selon les chiffres de 2017. D'autres compagnies moins importantes en terme de production, sont aussi actives en Libye à l'instar de la française Total, la société espagnole Repsol, l'autrichienne OMV ou la norvégienne Equinor.

Enjeux de puissance et lutte d'influence

A la lumière de l'accélération des changements géopolitiques conséquents à l'émergence des nouvelles puissances telles que la Chine et la Russie. La Libye par sa position stratégique, est au cœur des clivages directs et indirects qui mettent en présence des puissances étrangères en concurrence et désireuses de profiter des atouts dans ce pays grâce à la projection de leurs capacités respectives d'influence.

Les dynamiques internes qui interfèrent avec les intervenants étrangers animés par des volontés d'expansion et de prépondérance, transforment le territoire libyen en un théâtre d'expérimentation du degré d'influence de chaque protagoniste tant au niveau de son poids diplomatique qu'à celui de ses capacités militaires. Dans ce cadre marqué par la multiplicité des ingérences, les enjeux de puissances régionales, la prédation des richesses du sous sol libyen, la lutte ambiguë contre le terrorisme, la régulation des flux migratoires mais aussi de positionnement et d'influence idéologique, le pays est soumis à des dynamiques de guerre par intermittence où le stratégique et l'économique s'entremêlent dans des configurations d'une extrême complexité.

⁴² Mohsen T'iss, L'économiste, Pétrole : la Libye s'attend à porter sa production à 1,3 million de b / j, 16 novembre 2020

Enjeux sécuritaires

Trafic d'êtres humains et flux migratoire

Bien qu'ayant instrumentalisé la menace migratoire originaire d'Afrique subsaharienne vers l'Europe à son profit, Kadhafi a réussi à établir un accord avec le Premier ministre italien de l'époque, M. Berlusconi, pour juguler les flux des migrants qui veulent traverser la Méditerranée à partir des côtes libyennes. Après l'effondrement de la Jamahiriya, les forces chargées de la sécurité des frontières et du littoral ont été déstabilisées et dispersées. Par conséquent, les acteurs du secteur illicite et de la traite des humains ont étendu leurs activités et ont même accaparé la gestion de plusieurs ports. Ce changement a conduit à une concurrence ouverte entre les milices et les factions du crime transnational pour le contrôle des réseaux de la contrebande et au développement du marché lucratif, des passages clandestins de la frontière maritime, laquelle est devenue étroitement liée à la violence informelle.

Sur la frange côtière de la Tripolitaine, aux abords de la J'farra, les activités de la contrebande sont étroitement et exclusivement encadrées par des groupes armés spécifiques. Ces derniers se constituent un butin de guerre conséquent en procédant systématiquement à la taxation des migrants. D'autres milices, notamment celles situées dans les localités à l'intérieur du territoire et ne disposant pas de ports, contrôlent des centres de détention dans lesquels sont maintenus en état d'arrestation et dans des conditions inhumaines, des dizaines de milliers de migrants. Le maintien de ces personnes au sein des camps permet aux milices d'imposer aux migrants le travail forcé au profit des factions armées. Plusieurs témoignages rapportent que les milices exploitent les détenus en procédant à des pratiques d'extorsion de leurs familles en exigeant une rançon pour les libérer.

En 2012, un peu plus de 15 000 migrants ont été recensés alors qu'ils tentaient de traverser la Méditerranée à partir du littoral libyen. Ce chiffre est passé à plus de 180 000 en 2016. Les effectifs se sont depuis stabilisés à près de 150 000 personnes.

Trafic d'armes

Historiquement, la Libye a souvent constitué un grand marché d'armement, principalement avec l'avènement de la Jamahiriya et des projets politiques expansionnistes ou interventionnistes de Kadhafi. A l'effondrement de l'Etat en 2011, les arsenaux ont été pillés et les armes de tous calibres ont investi l'ensemble du territoire. Mais à partir de la guerre de l'aéroport en 2014, le pays est devenu à la fois, un marché et un axe de transit pour le commerce illégal d'armes, y compris les plus sophistiquées. Selon les études élaborées par Small Arms Survey entre 2013 et 2019, les armes libyennes ont alimenté les conflits en Syrie, au Mali et au Yémen.

Certaines villes libyennes, contrôlent les pistes de la contrebande d'armes terrestres, principalement Sebha, capitale du Fezzan dont les ramifications atteignent l'Afrique de l'Ouest et centrales ainsi que les franges maritimes du Yémen et du Soudan. Plusieurs

études relatives au commerce illicite d'armes ou à l'essaimage de la violence tribale ou terroriste en Afrique et au Moyen-Orient mentionnent des armes en grandes quantités qui proviendraient des stocks de la Jamahiriya, principalement à l'occasion des insurrections Touaregs et islamistes de 2012 au Mali et dans toute la région du Sahel. Les flux illicites de personnes et d'armes en provenance et à travers la Libye déstabilisent manifestement et dangereusement les pays du voisinage et suscitent des tensions d'une extrême complexité, tant au niveau de la sécurité que celui, très épineux, des mutations démographiques.

Le sud libyen, sanctuaire des terroristes

Grâce à l'effondrement de l'Etat en Libye et à la fragmentation du champ milicien, l'EI a réussi investir et à prendre le contrôle de Syrte en 2015 avant d'en être chassé en 2016 par la coalition de *Bounyan al Marssous*. Bien qu'affaibli, il reste tout de même actif dans le sud. Des indices concrets prouvent que la majorité des combattants de l'EI ont opté pour une tactique de repli vers le Sud libyen après la défaite face aux milices de Misratha et surtout à la suite de l'assaut du Maréchal K. Hafter sur Syrte. Ce repli s'est déployé sur trois axes. L'un de ces axes a conduit les rescapés de l'EI à la Hamada Al Hamra très proche de la frontière avec la Tunisie.

L'EI n'est pas la seule organisation à se réclamer le Djihad en Libye. Le désert de la Tripolitaine et du Fezzan abritent quelques cellules actives affiliées à AQMI ainsi que d'autres factions aux obédiences diverses. Toutes ces factions constituent autant de menaces pour les voisins de la Libye et sur la rive nord de la Méditerranée.

Le désert libyen est devenu un sanctuaire pour les contrebandiers et les terroristes et un lieu de leur alliance. Une telle interpénétration des qui a pour territoire des régions où il n'y a pas une force de sécurité organisée, puissante et susceptible de faire face aux menées subversives, conduirait inéluctablement à l'émergence de micro-émirats djihadistes autonomes en quête de mise en réseau.

La Tunisie et la Libye comme configuration géopolitique

Dans le cadre de cette étude, dont la finalité est d'identifier les postures idoines à adopter pour jouer un rôle dans la réhabilitation et la reconstruction de la Libye, il ne faut pas omettre de mentionner, d'abord, les impacts de la crise Libyenne sur la Tunisie à tous les niveaux. Il s'agit de mettre en exergue les menaces potentielles que le pays peut affronter si la situation empire ou s'éternise. Etant limitrophe de la Libye, la Tunisie est un continuum naturel et démographique dans ses franges méridionales de la Tripolitaine. Le passage vers une Libye stable et le dénouement pacifique de son processus politique ne sont pas seulement des axes de prospérité économique pour la Tunisie, à l'instar des autres acteurs régionaux et internationaux, mais plutôt un pari de sécurité et d'intégrité du territoire national.

Depuis 2011, la crise libyenne a transformé l'environnement méridional du pays et du voisinage stratégique de la Tunisie, une région instable et susceptible de subir une reconfiguration géopolitique profonde aux horizons marqués par une grande incertitude. La Tunisie est désormais confrontée à une situation sécuritaire qui n'a fait qu'empirer à certains moments, atteignant souvent des états d'affrontement armé. La guerre civile, qui ensanglante par intermittence la Libye, a réduit de manière drastique la production pétrolière et l'a même interrompue lors des phases les plus sanglantes des affrontements entre les belligérants. Cette instabilité a eu un profond effet dévastateur sur le commerce extérieur entre les deux pays voisins. L'économie libyenne ayant connu des phases de paralysie, les conséquences sur la sécurité et l'économie tunisiennes ont été profondes et plusieurs secteurs ont été touchés.

La Tunisie : Une situation sécuritaire préoccupante

La plus importante des préoccupations de la Tunisie face à la question libyenne, demeure depuis 2011, la situation sécuritaire critique causée par l'effondrement de l'Etat libyen. Effondrement qui facilite l'infiltration des terroristes, la circulation des armes jusqu'à l'intérieur du pays et les trafics illicites. La disparition ou l'effacement dans la réalité des institutions de sécurité et des structures des forces armées en Libye à la suite de l'insurrection, ont laissé un vide qui a été investi, sur le terrain, par des milices armées et des groupes qui manquent de professionnalisme et de cohésion. De facto, ces manquements ont miné toute perspective d'imposer une autorité centrale unie au pays et ont généré l'émergence de gouvernements faibles, soumis à la mainmise des milices. Par conséquent, le chaos sécuritaire a fait de la Libye un foyer pour les groupes extrémistes tels que l'EI, AQMI et une myriade de factions à caractère djihadiste⁴³. De même, la Libye est devenue une plaque tournante pour le transit de tous les trafics illicites et un lieu de déploiement pour les activités des terroristes et des réseaux transnationaux de passage des cargaisons de drogue. Ainsi, la multiplication des groupes armés, la prolifération des stocks massifs d'armes et de munitions dans le territoire libyen et les tentatives de débordement sur les zones situées à la frontière tuniso-libyenne, ont généré un état d'alerte permanente pour les forces armées tunisiennes. Ce chaos à la frontière a atteint son point d'orgue au mois de mars de l'année 2016, lorsqu'un groupe armé se revendiquant de l'EI a tenté d'occuper la ville de Ben Guerdane à partir du territoire libyen.

A ces menaces transfrontalières, s'ajoutent les flux incessants de réfugiés et de migrants clandestins qui traversent les lignes séparatrices entre les deux voisins et participent, de ce fait, à conférer une autre dimension sécuritaire issue de pays très lointains, dans le Golfe de Guinée ou la Corne de l'Afrique.

Lorsque le conflit armé en Libye s'est déclenché, un grand nombre de réfugiés, soit une moyenne de l'ordre de 2000 à 4000 personnes par jours, ont traversé la frontière de la

⁴³ Mohamed ELJARH, DIALOGUES SECURITAIRES DANS L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN, Les Défis et enjeux sécuritaires dans l'espace Sahelo-Saharien ; La Perspective De La Libye.

Libye en direction de la Tunisie. Malgré les efforts du gouvernement et des acteurs de la société civile engagés dans l'enregistrement et l'aide aux réfugiés, il a été impossible de parer à l'introduction des armes légères sur le territoire du pays. La probabilité qu'un nombre important d'armes à feu soit parvenu à être introduit en Tunisie pendant cette période demeure très élevée. Cette probabilité a été commentée par M. M. Kortas en ces termes : « *La contrebande d'armes existait et existe, même si l'ampleur exacte du problème est difficile à évaluer.* »⁴⁴

Au lendemain de l'effondrement de la Jamahiriya, le sentiment d'insécurité des Tunisiens s'est intensifié en raison de l'émergence de petits groupes terroristes d'inspiration religieuse des deux côtés de la frontière avec pour base logistique et de repli ; la Libye. Plusieurs incidents ont consolidé cette représentation des menaces auprès des Tunisiens. En mai 2011, à Tataouine, deux Libyens ayant des liens avec Al Qaïda au Maghreb Islamique ont été arrêtés. Trois jours plus tard, la Garde Nationale a arrêté des deux membres faisant partie d'un autre commando d'AQMI qui se cachaient dans les monts du *Nekrif*. A la suite de leur interrogatoire, les forces de sécurité ont mené des recherches plus au nord du pays et plus précisément à Rouhia où elles ont arrêté les membres d'une autre cellule de terroristes de la nébuleuse d'Al Qaïda. Cependant, ce dernier groupe armé a résisté à l'opération d'arrestation et ses membres ont ouvert le feu avec des fusils d'assaut, tuant deux officiers des forces armées⁴⁵. Les forces de sécurité ont, par la suite, trouvé un certain nombre de fusils d'assaut de type AK47 avec des munitions et plusieurs grenades. Cependant, l'impact le plus illustre de la chute de la Jamahiriya sur la Tunisie reste l'apparition d'un premier foyer de sédition armée dans le Mont Châanbi dans la dorsale ouest du pays. Un foyer qui est venu compléter la chaîne d'instabilité et d'aggravation des problèmes sécuritaires dans toute la région du Maghreb et du Sahara Sahel. Depuis ces premières escarmouches, les autorités tunisiennes annoncent régulièrement des affrontements récurrents avec les groupes radicaux ou le démantèlement de cellules terroristes. L'exacerbation de la lutte de pouvoir entre les factions rivales en Libye, sur un fond de renforcement du rôle milicien joué par des éléments djihadistes, menace durablement la sécurité de la Tunisie, notamment des régions frontalières et des chaînes montagneuses de l'ouest du pays. Toute déflagration sécuritaire en Libye est désormais susceptible de projeter ses éclats sur la Tunisie.

La dimension territoriale inhérente aux trafics d'armes et aux conflits qui embrasent la région paraît fondamentale. En effet, les tribus et ethnies marginalisées par les États disposent désormais d'importantes quantités d'armes pillées dans les arsenaux de la Libye. Et elles n'hésitent plus à prétendre leurs droits sur leurs territoires historiques ou revendiqués. Leurs exigences participent à créer des foyers de tensions dans toutes les marges voisines de la Libye et à encourager les populations à se soustraire au contrôle des autorités. A ce titre, les événements de Kamour à Tataouine s'inscrivent dans ce type de dynamique revendicative à caractère territorialisé. Ces protestations se sont

⁴⁴ By Moncef Kartas, On the Edge? Trafficking and Insecurity at the Tunisian–Libyan Border

⁴⁵ Leader, échange de tirs à Rouhia : décès d'un officier supérieur, deux terroristes abattus

déclenchées lorsque certains acteurs de la contrebande locale, lesquels participent quotidiennement à la violation des limites imposées par la création d'une zone militaire interdite, ont pris en otage la production pétrolière dans la région. Ils ont exprimé leurs revendications sur le territoire et les ressources afin d'obliger le gouvernement à négocier des prétendues demandes d'emplois et de développement local. Or, toutes les études anthropologiques et les investigations sérieuses des chercheurs ayant pris pour objet la problématique du Kamour, assurent que les vraies motivations sont clairement d'ordre politique et prônent un séparatisme territorial afin de mettre cette frange frontalière entre les mains des réseaux mafieux de la contrebande locale.

La Tunisie, un débouché économique en difficulté

Il serait malaisé d'occulter l'impact négatif de la crise libyenne sur l'économie tunisienne. Rappelons à cet effet qu'une forte répercussion sur l'économie mondiale est causée par la crise Libyenne. Le prix du baril a atteint 113.34 dollars le 21 février 2011, une première depuis 2008⁴⁶. Sur la même lancée, les prix d'autres produits ont augmentés, tels que l'or et les denrées alimentaires⁴⁷. Considérée comme un marché de première importance pour les produits tunisiens et une source d'emplois, la Libye, en s'enfonçant dans la crise, a ébranlé profondément la Tunisie et son économie.

Pour mieux évaluer l'impact du chaos sécuritaire et de la fragmentation territoriale en Libye, sur l'économie tunisienne, une brève présentation des relations économiques entre les deux pays est nécessaire.

Quelques années avant l'insurrection, beaucoup de projets étaient sur le point d'être réalisés :

- Une zone franche dans la région frontalière de Ben Guerdane - Ras J'dir ;
- Un projet pour un nouveau gazoduc reliant les champs libyens à Gabès ;
- La convertibilité des monnaies nationales entre les deux pays⁴⁸.

Il faut rappeler aussi que la Libye a toujours été un partenaire économique important de la Tunisie. En effet, le marché Libyen absorbe une grande quantité de la production industrielle, à l'instar du ciment, agro-alimentaire, comme les produits laitiers et les pâtes et pharmaceutique. La décennie ayant précédé le déclenchement de la crise libyenne, les échanges commerciaux entre les deux pays voisins ont connu des records historiques. *« Pendant la période 2000-2010, le taux de croissance annuel moyen des échanges commerciaux est de 9 pour cent, bien au-dessus du taux de croissance annuel moyen du commerce mondial égal à 6 pour cent »*⁴⁹.

⁴⁶ OPEC (2011), The Monthly Oil Market Report. Juin2011.

⁴⁷ L'indice des prix des denrées alimentaires du FAO a atteint en février 2011 son plus haut niveau depuis janvier 1990, la date de création de l'indice.

⁴⁸ Emanuele Santi, Saoussen Ben Romdhane et Mohamed Safouane Ben Aïssa, AfDB, Impact du conflit en Libye sur l'économie Tunisienne: Une évaluation préliminaire.

⁴⁹ Emanuele Santi, Saoussen Ben Romdhane et Mohamed Safouane Ben Aïssa, AfDB, Impact du conflit en Libye sur l'économie Tunisienne: Une évaluation préliminaire.

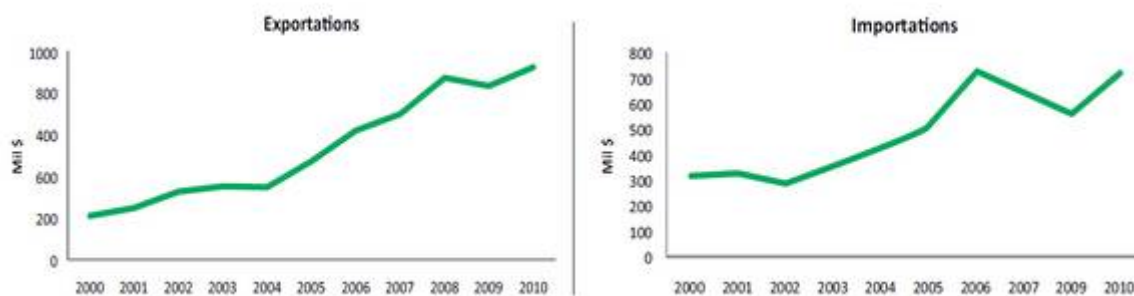


Figure 1: *Evolution du commerce bilatéral entre la Tunisie et la Libye*⁵⁰

En 2009, la valeur totale des échanges s'est élevée à 1,25 milliards de dollars (USD). La Libye a absorbé près de 6.9 % du total des exportations Tunisiennes, ce qui la place au rang de deuxième partenaire commercial de la Tunisie après l'Union Européenne. De même, le secteur informel, surtout dans les régions frontalières, a connu une croissance exponentielle.

	Import		Export		Total des échanges	
	Valeur (Mil.\$)	Part dans les importations totales(%)	Valeur (Mil.\$)	Part dans les exportations totales (%)	Valeur (Mil.\$)	Part dans le commerce (%)
Tunisie	560,6	3.9	831,8	6.9	1,392,4	5.2

Table 1 : *Volume des échanges entre la Tunisie et la Libye (2009)*⁵¹

Dès les premières heures ayant succédé au déclenchement des événements dans les deux pays voisins en début de l'année 2011, l'économie tunisienne n'est jamais parvenue à dépasser ou à absorber les effets dus aux changements à l'échelle régionale.

L'organigramme ci-dessous, résume la structure des effets induits de la crise Libyenne sur la croissance économique de la Tunisie, principalement dans les secteurs les plus importants : Le commerce bilatéral, le tourisme, le retour des migrants tunisiens et les investissements.

⁵⁰ Base de données COMTRADE (2010). Nations unies.

⁵¹ UN COMTRADE (2010) et European Union DG trade (2010).

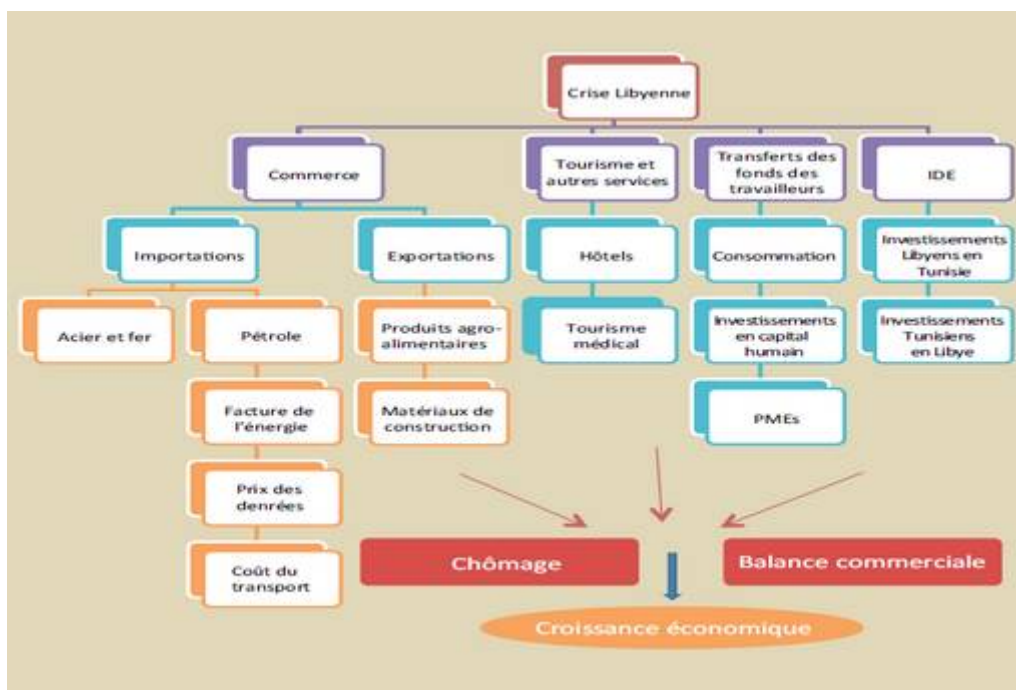


Figure 2 : Les canaux de transmission de la crise Libyenne sur l'économie Tunisienne⁵²

Les passages frontaliers et les routes transnationales ont été entravés par les combats entre les factions rivales en Libye. Par conséquent, les échanges commerciaux, aussi bien formels qu'informels, ont connu une longue phase de déclin.

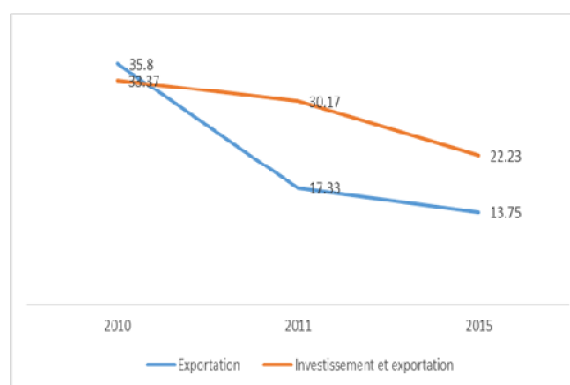


Figure 3: Exportations vers la Libye⁵³

Parallèlement, les revenus des personnes vivant dans la région frontalière, ainsi que l'activité des entreprises tunisiennes ont sensiblement diminué. On estime entre 10000 et

⁵² Emanuele Santi, Saoussen Ben Romdhane et Mohamed Safouane Ben Aïssa, AfDB, Impact du conflit en Libye sur l'économie Tunisienne: Une évaluation préliminaire.

⁵³ Emanuele Santi, Saoussen Ben Romdhane et Mohamed Safouane Ben Aïssa, AfDB, Impact du conflit en Libye sur l'économie Tunisienne: Une évaluation préliminaire.

15000, le nombre des familles qui vivent dans les régions frontalières avec la Libye et qui se sont retrouvées sans sources de revenu depuis février 2011⁵⁴.

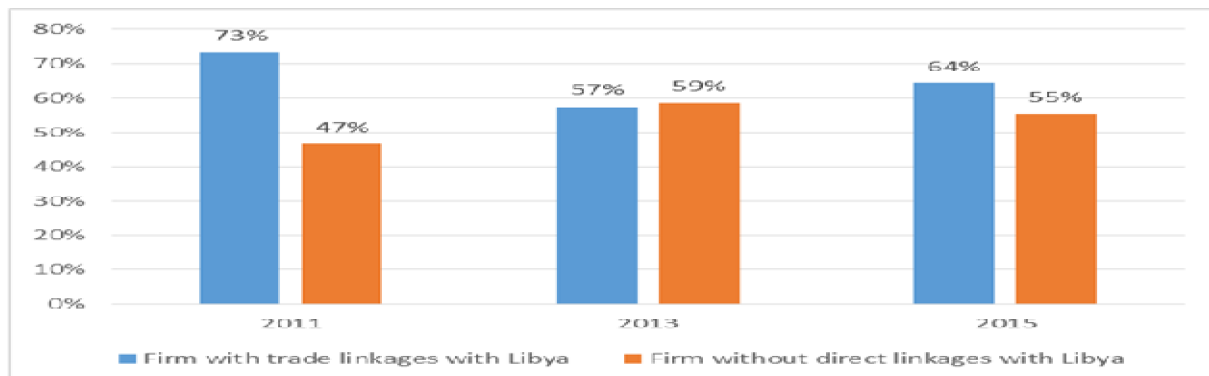


Figure 4: *Proportion de dirigeants d'entreprises évaluant que le conflit en Libye a eu un impact négatif sur leur chiffre d'affaires⁵⁵*

Avant le déclenchement des troubles en Libye, plus de 25% de ses besoins de la Tunisie en produits pétroliers étaient satisfaits par la Libye à des prix préférentiel. Depuis 2011, la Tunisie est donc dans l'obligation de chercher d'autres sources d'approvisionnement et de payer, ainsi ses achats en hydrocarbures, aux prix du marché international. Ceci a eu des effets directs et néfastes sur l'économie Tunisienne. Généralement, les experts estiment que les dépenses tunisiennes en termes d'acquisition des produits pétroliers ont connu un doublement du volume financier auquel, il y a lieu d'ajouter une augmentation de l'ordre de 18% des coûts de transport⁵⁶.

	2009	2010	2011	Variation 11/10	
				M.D.	%
Exportations	267,300	247,913	163,769	-84,1	-33,9
Importations	128,815	287,156	14,868	-272,3	-94,8
Solde commercial	138,5	-39,2	148,9	188,144	-479,4

Table 2: *Total des échanges Tunisie-Libye en millions de dinars Tunisiens (MDT), premier trimestre 2009-2010-2011*

Au début des années 2000, la Tunisie accueillait une moyenne de 1.5 million Libyens par an⁵⁷. Une estimation des dépenses totales des ces touristes en Tunisie est de l'ordre de 540 MDT. Il y a lieu de souligner que ce montant n'inclut pas les dépenses en services de

⁵⁴ Un rapport du PNUD (Avril 2011)

⁵⁵ Marouen Al Abbassi, Wold Bank, Tunisia-Libya Dialogue Managing Risks and Seizing Opportunities Together

⁵⁶ OCDE (2011). Note interne « Impact de la hausse du prix du pétrole sur les pays de l'OCDE ». Direction du Commerce et Agriculture. Mars.

⁵⁷ Monitor International (2009)

santé. Après la crise, le nombre de visiteurs a diminué et fluctue, essentiellement, selon l'évolution de la situation sécuritaire en Libye.

Entry Bureau	Vehicle type	2013		2014		2015	
		<i>Entries</i>	<i>Exits</i>	<i>Entries</i>	<i>Exits</i>	<i>Entries</i>	<i>Exit</i>
Ras Jedir	<i>Cars</i>	603,130	424,859	481,687	371,131	363,625	276,970
	<i>Trucks</i>	52,532	55,281	36,146	42,755	42,422	46,89
Dhchiba	<i>Cars</i>	106,978	89,122	113,838	79,648	80,282	62,59
	<i>Trucks</i>	2,693	2,541	5,414	4,595	6,817	3,036
Total		765,333	571,803	637,085	498,129	493,146	389,491

Table 3 : *Ralentissement marqué des passages frontaliers en 2014 suite à la reprise du conflit en Libye*

Il faut souligner qu'une partie considérable des visiteurs libyens vient en Tunisie pour des soins. En 2010, la Tunisie a accueilli près de 150000 patients dont la majorité est composée de Libyens. Leurs dépenses allouées aux services de santé sont estimées à environ 350 MDT/an⁵⁸.

La crise libyenne a eu manifestement, des effets négatifs sur le tourisme et sur le secteur privé de la santé. En effet, la perte serait de l'ordre de 750 MDT dans le cas d'un arrêt total des arrivées.⁵⁹

Un autre impact et non des moindres est conséquent à l'arrivée massive des réfugiés ou de libyens, lesquels envisageraient de rester pour longues périodes et pourraient éventuellement, de ce fait, stimuler la consommation, principalement celle des matières subventionnées. Demande qui pourrait plomber sérieusement les capacités de l'économie tunisienne.

Dans le même contexte, il est important de noter que de nombreux travailleurs tunisiens sont retournés au pays à la suite du déclenchement du conflit en Libye. Depuis février 2011, un total de 41322 sont déjà revenus dans leurs foyers⁶⁰. Ce retour a affecté le volume des envois de fonds et des transferts ménagers vers la Tunisie qui s'élevait à plus de 50 MDT en 2009⁶¹.

⁵⁸ Dr.Boubaker Zakhama ; Président de l'association nationale des cliniques privées. Web manager Center. Mars 2011.

⁵⁹ Tourisme info (2011), 16-31 Mai. No 10/2011.

⁶⁰ OIM (2011). Réponse à la crise Libyenne : Rapport de la situation externe. 17 Mai.

⁶¹ Emanuele Santi, Saoussen Ben Romdhane et Mohamed Safouane Ben Aïssa, AfDB, Impact du conflit en Libye sur l'économie Tunisienne: Une évaluation préliminaire.

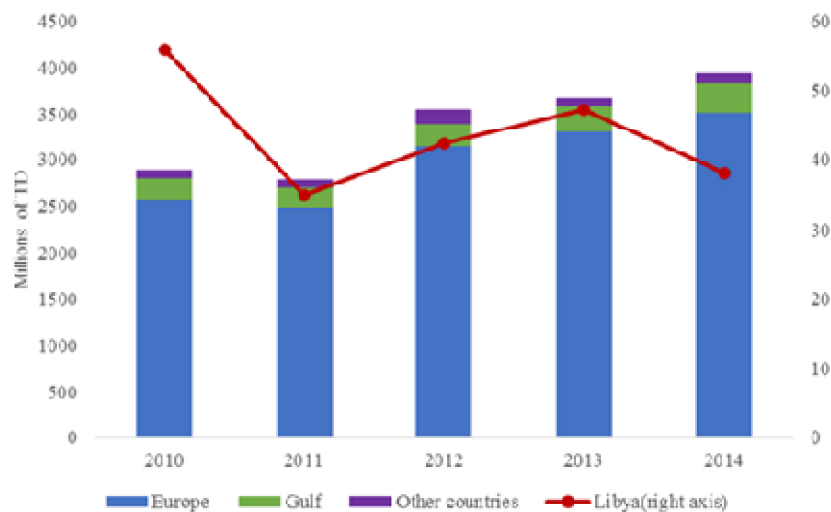


Figure 5: *Entre 2010 et 2014, les envois de fonds des travailleurs tunisiens en Libye ont diminué de 17,8 millions de DT, entraînant une perte de 300 DT par travailleur.⁶²*

Le retour des travailleurs tunisiens de Libye va augmenter la pression sur le marché de l'emploi. Cependant, dans la situation économique actuelle, trouver un emploi en Tunisie peut s'avérer très difficile pour ces refoulés du marché libyen.

Quant à l'investissement extérieur entre les deux pays, les dernières années avant la crise ont vu les flux d'investissements enregistrer une hausse importante. Ainsi, des projets d'investissements de plus de 30 entreprises Libyennes ont été réalisés dans les secteurs de l'industrie et des services et principalement dans le tourisme⁶³, générant plus de 3000 emplois directs. En parallèle, les investissements tunisiens en Libye ont dépassé les deux milliards de dinars. Cependant, la dégradation de la situation en Libye a eu un effet désastreux sur les investissements bilatéraux.

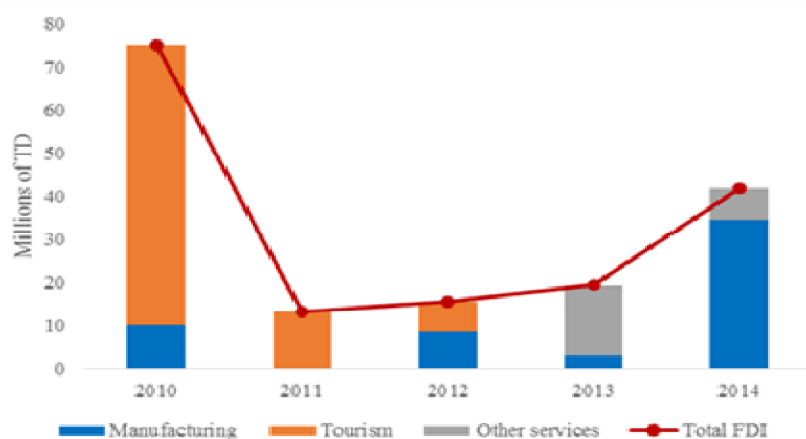


Figure 6 : *L'investissement libyen en Tunisie a diminué d'environ 82%.*

⁶² Marouen Al Abbassi, Wold Bank, Tunisia-Libya Dialogue Managing Risks and Seizing Opportunities Together.

⁶³ Emanuele Santi, Saoussen Ben Romdhane et Mohamed Safouane Ben Aïssa, AfDB, Impact du conflit en Libye sur l'économie Tunisienne: Une évaluation préliminaire.

La crise libyenne aujourd'hui impacte directement son voisinage. Ainsi, pour la Tunisie, malgré l'incertitude de certaines données, l'analyse qui a précédé confirme l'effet négatif de la situation libyenne sur la sécurité et le développement économique du pays. Il y a lieu ici de rappeler qu'étant donné le chaos milicien qui pèse sur l'évolution future de la situation en Libye, la persistance et l'intensification de la guerre augmentent les risques d'une durable et profonde instabilité, laquelle plomberait, sans doute, toute volonté de sortie de crise pour la Tunisie. A ce titre, certains analystes préconisent que la reconstruction de la Libye est l'une des causes principales qui alimente la compétition, souvent clivante, entre les puissances rivales. Dans ce contexte régional et international complexe et compétitif, quels sont les atouts et les inhibitions de la Tunisie pour peser dans la balance de l'avenir de son voisin méridional ?

**LA RECONSTRUCTION DE LA LIBYE :
UN ENJEU STRATEGIQUE INTERNATIONAL ET REGIONAL**

Il est clair que la concurrence pour l'obtention des contrats lucratifs de reconstruction en Libye est une composante majeure de la rivalité entre les puissances extérieures sur la scène Libyenne. Certains écrits d'experts assurent que la Chine, l'Italie, la France, la Russie et d'autres alimentent le conflit en attente avant d'avoir la part qu'elles ciblent respectivement dans ce dossier libyen de la reconstruction.

Le présent chapitre traite de la question de la reconstruction en la Libye à travers le triptyque : D'abord, l'objectif ciblera l'importance de la reconstruction en la Libye dans le prisme de la concurrence entre les puissances étrangères. Ensuite, l'analyse tentera de mettre en exergue les atouts de la Tunisie en Libye. Enfin, il sera procédé à l'identification des aspects qui inhibent le rôle de notre pays dans certains dossiers inhérents à l'avenir de la Libye.

La concurrence pour la reconstruction de la Libye : Une « guerre globalisée »

Il est assuré que l'une des conditions du passage à la stabilité en Libye réside dans la pacification du pays et l'acceptation de la part des principales factions rivales que la guerre reste sans aucun horizon de victoire ou d'éradication de « l'ennemi ». Cette pacification est le prélude nécessaire et immanquable pour le début du processus de la reconstruction. Cependant et à l'heure actuelle, le théâtre libyen semble encore en pleine recomposition chaotique et une paix des braves demeure encore difficilement envisageable. En effet, l'implication d'une pléiade d'acteurs internationaux, qui ont un réel poids géostratégique sur les scènes internationales et régionales, en premier lieu ; la Chine, la France, l'Italie, la Russie et certains pays du Golf, ne prône pas pour une fin rapide du conflit. Cette implication est une traduction militaire des intérêts économiques, lesquels connaissent une compétition pour les contrats lucratifs de la reconstruction. Chaque acteur, en maintenant une pression sur le terrain et en soutenant une faction, espère aboutir à une résolution du conflit en sa faveur et qui serait à même de satisfaire ses ambitions. Il est manifeste que l'intervention des acteurs extérieurs est motivée par les futurs chantiers de reconstruction, ce qui aggrave et prolonge les affrontements par intermittence, mais tout aussi sanglants en Libye. A ce titre, il y a lieu de rappeler l'accord implicite passé entre les puissances étrangères à la suite de la fin de la bataille de Tripoli en 2020 et le partage des aires d'influences établies par les belligérants locaux et leurs soutiens internationaux. Ainsi l'armée de Haftar a gardé le contrôle du croissant pétrolier après son repli vers Al-Joffra, alors que les gisements offshore exploités par l'Italie sont restés entre les mains du gouvernement de Tripoli.

La guerre de 2011 a ouvert la voie à la contestation des contrats relatifs à l'industrie pétrolière libyenne qui avaient été passés par Kadhafi à la fin de son règne. Cette remise en cause a été exprimée dès les premiers jours ayant succédé à la chute de la Jamahiriya. En effet, les opposants à Kadhafi ont confirmé, à partir de novembre 2011, qu'ils comptaient favoriser les pays qui les ont aidés lors de l'insurrection et leur attribuer les concessions de prospection, faisant fi ainsi des engagements de l'ancien régime.

Par conséquent, les entreprises des pays ayant activement soutenu les opposants, comme la France et l'Italie, ont cru un moment qu'elles étaient légitimement privilégiées comme le confirme M. D. Litvin⁶⁴ qui a écrit : « *Il est clair que le CNT⁶⁵ peut leur faciliter les choses et rendre la vie beaucoup plus difficile à la Chine, l'Inde et la Russie qui n'ont pas apporté de soutien militaire* ». A partir de cette logique, les opposants ont, clairement, préconisé la formule : « *Soutien militaire versus Pétrole Libyen* » pour renverser l'équilibre de force en leur faveur. Dans le même ordre d'idées et selon le quotidien économique français La Tribune, M. S. Sebt a écrit : « *La France pourrait bénéficier des futurs contrats à hauteur de 35 %, en récompense de son soutien militaire au CNT. L'entreprise Total, troisième pétrolier étranger sur place, tire déjà 7 % de son pétrole africain de la Libye* »⁶⁶. Cependant, l'argument du soutien militaire semble avoir fait son temps et est battu en brèche par la suite des événements, puisqu'avec le temps qui passe, c'est l'aspect purement financier qui est en passe de reprendre de l'importance. En effet, les dynamiques sur le terrain indiquent que des pays dotés de capacités financières importantes, à l'instar de la Chine, pourraient jouer des rôles d'acteurs de première importance sur la scène libyenne et notamment dans le dossier pétrolier libyen. Il faut aussi rappeler que les contrats pour des projets d'infrastructure importants sont sur la table des planificateurs internationaux puisque la Libye est dotée d'un emplacement stratégique entre la Méditerranée et les profondeurs africaines. Par conséquent, l'atténuation du conflit en Libye sonnera le tocsin pour le début d'une grande opération de reconstruction desdites infrastructures. A cet effet, il faut remonter à la phase d'avant l'insurrection et précisément en 2008, année où Berlusconi et Kadhafi, dans une volonté d'enterrer leurs différends sur la période coloniale, avaient signé un traité d'amitié de 5 milliards de dollars destinés à être investis dans les grandes infrastructures ; autoroutes et ligne ferroviaire⁶⁷. Mais, les règles du jeu ont changé dès la chute de l'Etat en Libye. La France qui participait en qualité de leader « *pour libérer le peuple libyen* », se considère à ce titre, comme la plus favorisée pour décrocher des contrats de reconstruction en Libye. Un certain nombre d'observateurs estiment que France et Italie se lancent dans une course aux contrats sans pour autant cacher leurs divergences et même leurs heurts sur le terrain. Sur les pages du journal La Stampa, le journaliste Mme. M. Nasi a écrit : « *Les deux pays se livrent à une véritable « guerre économique ». Maintenant que la bataille est (presque) terminée, va commencer la deuxième phase de l'opération. On parle de reconstruction, d'affaires de milliards d'euros pour refaire routes, ports, installations industrielles, villes entières, et c'est toujours Paris qui appuie sur l'accélérateur et Rome qui suit* »⁶⁸. L'équilibre des forces en Libye va déterminer qui remportera les projets planifiés et signera quels contrats. La Russie, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, les Emirats et la France,

⁶⁴ Daniel Litvin, expert en géopolitique de l'énergie et fondateur de « *Critical Resource* ».

⁶⁵ Le Conseil national de transition ou CNT1 est une autorité politique de transition créée à l'occasion de la révolte libyenne de 2011, le 27 février 2011, pour coordonner les différentes villes de Libye tombées aux mains des insurgés et conduire le combat contre le régime de la Jamahiriya arabe libyenne dirigé par Mouammar Kadhafi.

⁶⁶ Sébastien SEIBT, France 24, l'or noir libyen attise les convoitises.

⁶⁷ Le monde, Quand Kadhafi demandait à Berlusconi d'"arrêter les bombardements", 24 octobre 2011.

⁶⁸ Margherita Nasi, Libération, Libye: la course aux contrats commence, 26 août 2011.

même de manière discrète, ont soutenu le camp de la Cyrénaïque. Par conséquent, leurs intérêts dépendront profondément du destin de M. K. Haftar et de sa capacité à sortir vainqueur dans la crise libyenne. Sur l'autre rive, la Turquie, l'Italie et le Qatar ont clairement soutenu le camp des gouvernements successifs basés à Tripoli et qui sont soutenus par les factions miliciennes proches de l'islam politique. Quant à la Chine, elle n'a parié sur aucune des deux parties rivales malgré son rôle d'acteur important dans le dossier pétrolier libyen. Cette politique de non-ingérence adoptée par la Chine peut s'avérer stratégiquement payant pour Pékin. En effet, si le statu quo actuel finit par s'imposer comme une réalité durable avec une scission du pays, à savoir le contrôle de la Cyrénaïque par l'armée commandée par M. K. Haftar en contre partie par l'émergence d'une autre entité politique en Tripolitaine, seule la Chine, forte de sa « Soft Power », serait en mesure de profiter de cette fragmentation. De même, le maintien du statu quo pourrait également faire l'affaire de Pékin qui pourrait ainsi, dans une situation de chaos insupportable pour les entreprises occidentales, obtenir des contrats de reconstruction majeurs. L'expérience de ces dernières années, a montré que la Chine a su prendre des mesures pour s'imposer comme un acteur de premier plan dans l'industrie pétrolière et le secteur des BTP aussi bien dans les territoires contrôlés par M. K. Haftar que ceux régis par les gouvernements de Tripoli. En réaction à cette présence, il est important de noter que quelques anciens insurgés opposants au régime de Kadhafi ont évoqué, à plusieurs reprises, les investissements de la Chine en Libye. A ce titre, ils ont menacé de priver les compagnies pétrolières chinoises de leurs contrats après la stabilisation du pays en raison de l'absence de tout soutien de la Chine à la rébellion contre la Jamahiriya. Commentant cette situation dans les publications de la « *Silk Road Associates* »⁶⁹, M. B. Simpfendorfer a écrit : « *L'avertissement montre cependant comment la Chine pourrait se retrouver en terrain miné dans les pays arabes qui émergent des soulèvements populaires* ».

La Russie, aussi, a adopté une sorte de stratégie équilibrée entre les deux opposants libyens pour des raisons économiques. Bien que la Russie ait bloqué une résolution de l'ONU condamnant l'offensive de M. K. Haftar sur Tripoli et ait déployé des mercenaires de la compagnie privée Wagners⁷⁰, en appui à l'ANL, elle a également maintenu des relations actives avec Tripoli. A cet effet, la Russie a imprimé la monnaie libyenne d'une façon controversée⁷¹, et l'a envoyée au gouvernement basé en Cyrénaïque⁷², tandis que le géant énergétique russe Rosneft a signé un accord pour acheter du pétrole à la National Oil Corporation de Libye en 2016⁷³.

⁶⁹ Un cabinet de consultants basé à Hong Kong et spécialisé dans les relations commerciales entre la Chine et le Proche-Orient.

⁷⁰ Entrepreneurs militaires privés russes.

⁷¹ Selon les Américains, l'ordre d'imprimer des dinars libyens provenait d'une "organisation parallèle illégale", le Goznak russe ayant directement imprimé l'argent. Le département d'État américain a attiré l'attention sur le fait que cet incident a une fois de plus confirmé la nécessité pour la Russie de mettre fin à ces actions déstabilisatrices en Libye.

⁷² Morgan ORTAGUS, US department of state, Seizure by Malta of \$1.1 Billion of Counterfeit Libyan Currency, 29 Mai 2020.

⁷³ Energie France, le géant pétrolier Rosneft prend pied en Libye, Irak

Compte tenu de l'analyse précédente et le maintien d'une solide relation entre la Russie et la Libye depuis le règne de Kadhafi⁷⁴, le scénario optimal pour Moscou serait la victoire de l'ANL et la prééminence de M. K. Hafter ou la réémergence de Seïf Islam Kadhafi. La résolution du conflit libyen sous ces conditions, va offrir à la Russie l'opportunité de décrocher des contrats de reconstruction dans la filière de l'armement, des infrastructures portuaires et surtout dans le domaine de la production du gaz dans les nouveaux champs du Fezzan. Il y a lieu de mentionner que durant toute la guerre civile, les deux belligérants ont fait appel à la technologie militaire russe malgré l'embargo sur les armes imposé par l'ONU. De même, la stabilité en Libye, quelque soit la manière dont elle serait établie, permettrait à la Russie de reprendre les contrats de construction déjà établis avec le gouvernement de Kadhafi et en premier lieu, le projet de construction d'un chemin de fer reliant Benghazi à Syrte⁷⁵. Ce projet structurant renforcerait l'influence économique et géopolitique de la Russie en Méditerranée, tout en lui permettant de valoriser sa stratégie diplomatique susceptible de lui permettre de récolter le pactole de 2,5 milliards de dollars alloués au dossier.

Pour la Turquie et comme l'affirme Mme. Jana Jabbour : « *Il s'agit d'un jeu gagnant - gagnant puisque le GAN (gouvernement conduit par M. F. Sarraj) obtient le soutien politique et militaire turc et, en contrepartie, il aide la Turquie à réaliser ses objectifs énergétiques* »⁷⁶. Ankara entend également décrocher des contrats de reconstruction après la guerre pour sauver son économie vacillante. De ce fait, avant même l'intervention sur le terrain pour soutenir le GAN, la Turquie a signé un contrat qui résume et identifie les ambitions turques dans la réhabilitation et la reconstruction de la Libye post - conflit. Dans cet ordre d'idées, les commentateurs de la chaîne d'information Al-Arabiya ont rapporté les propos des responsables d'Ankara en ces termes : « *Le gouvernement de la nation eurasiennne et le GAN ont signé de nouveaux accords pour établir des usines de production d'armes, la construction de centres de réhabilitation. Tripoli et Ankara travaillent actuellement à la construction d'un grand port en Libye sous protection turque, avec deux zones commerciales et une zone dédiée à l'entretien des bateaux* ». Pour ce faire, et dans le cadre de la concurrence pour la reconstruction de la Libye, le gouvernement de la Turquie a couru le risque de l'enlisement dans le bourbier libyen et a soulevé une opposition politique très active au sein même de l'hémicycle. En effet, cette intervention a généré des tensions avec l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et l'Egypte. Mais le défi majeur réside dans la possibilité d'une confrontation directe entre les forces turques et russes sur le territoire libyen. Malgré tous ces risques, il apparait clairement que la Turquie tient bon à sa stratégie et semble déterminée à préserver ses chances dans l'avenir de la Libye et de jouer un rôle de premier plan dans la reconstruction de ce pays.

⁷⁴ Avant le renversement du dirigeant libyen Mouammar al-Kadhafi en 2011, la Russie avait 4 milliards de dollars de contrats d'armement avec la Libye. (Source : déclaration de Sergueï Tchemezov, le patron de l'entreprise publique russe Rostekhnologii).

⁷⁵ Clyde & Co LLP, lexology, Libyan railways: what next? 22 Mai 2013

⁷⁶ Jana Jabbour , spécialiste de la diplomatie turque à Sciences Po Paris.

Pour synthétiser ce qui précède, il y a lieu de mentionner que chaque acteur tend à s'assurer la part la plus importante du territoire libyen en prévision d'une conférence au sommet destinée à se départager les retombées de la reconstruction future du pays. Par conséquent, les tentatives de M. K. Haftar de s'implanter durablement dans la Cyrénaïque et le Fezzan semble avoir porté ses fruits et ses troupes semblent bien installées dans ces parages du pays. Les soutiens régionaux et internationaux ont de ce fait, gagné la partie puisque leur allié est désormais en mesure de contrôler suffisamment de territoire pour légitimer son rôle futur dans l'architecture du pouvoir, étant donné que son armée couvre les parties les plus riches en hydrocarbure du pays. Dans l'autre camp, la Turquie et l'Italie, qui sont parvenues mettre en échec l'offensive de M. K. Haftar et à reprendre le contrôle de la plus grande partie de la Tripolitaine, ne sont pas parvenues à avancer sur Syrte ni à obtenir un avantage géostratégique décisif. Le conflit exacerbé par les luttes entre les coalitions internationales ne semble pas, même avec la perspective des élections être parvenu à son terme et les clivages pour le repositionnement des puissances sur l'échiquier libyen n'en sont pas à leur dernier acte.

Dans ce chaos engendré par la compétition acharnée entre les acteurs internationaux et régionaux sur le théâtre libyen, il est édifiant de s'interroger : Quels sont les atouts de la Tunisie pour préserver sa place en qualité de partenaire stratégique de la Libye et de participer dans l'œuvre de reconstruction du pays eseuilé par une décennie de guerre civile dévastatrice ?

Les atouts de la Tunisie

La politique libyenne de la Tunisie, tout au long de la décennie ayant succédé à l'effondrement de la Jamahiriya, a été marquée par une attitude baptisée par : « *neutralité passive* » avec un phagocytage manifeste du dossier des relations par les islamistes. En dépit de la concurrence acharnée entre des puissances internationales et régionales pour s'assurer une place dominante sur la scène libyenne, la Tunisie semble se contenter d'une position d'observateur qui subit les retombées des soubresauts du chaos libyen. Mais depuis la prise en main de la part du Président K. Saïed des dossiers diplomatiques, la question de la souveraineté du pays face aux stratégies des puissances semble primer sur toutes les autres considérations. A cet effet, le Président a déclaré : « *La Tunisie tient autant à sa souveraineté qu'à celle de la Libye et ne sera la base arrière d'aucun camp* »⁷⁷. Cette attitude traduit une prise de conscience de la part du pouvoir en Tunisie que le pays ne peut demeurer à l'abri de la crise Libyenne, laquelle brise de plus en plus la géopolitique régionale et affecte profondément la stabilité en Tunisie, sa sécurité et son développement économique. Donc il est légitime de s'interroger si cette politique dite de « *non-ingérence* » qui caractérise la diplomatie tunisienne envers les parties rivales en Libye, serait un atout pour le pays et si elle lui octroie une marge de manœuvre dans le chantier de la reconstruction de la Libye ? La question est d'autant plus insistante que les factions

⁷⁷ C'est un vœu pieux que M. K. ; Saïed, président de la République, a exprimé vendredi 5 juin 2019 à M. E. Macron lors d'un échange téléphonique.

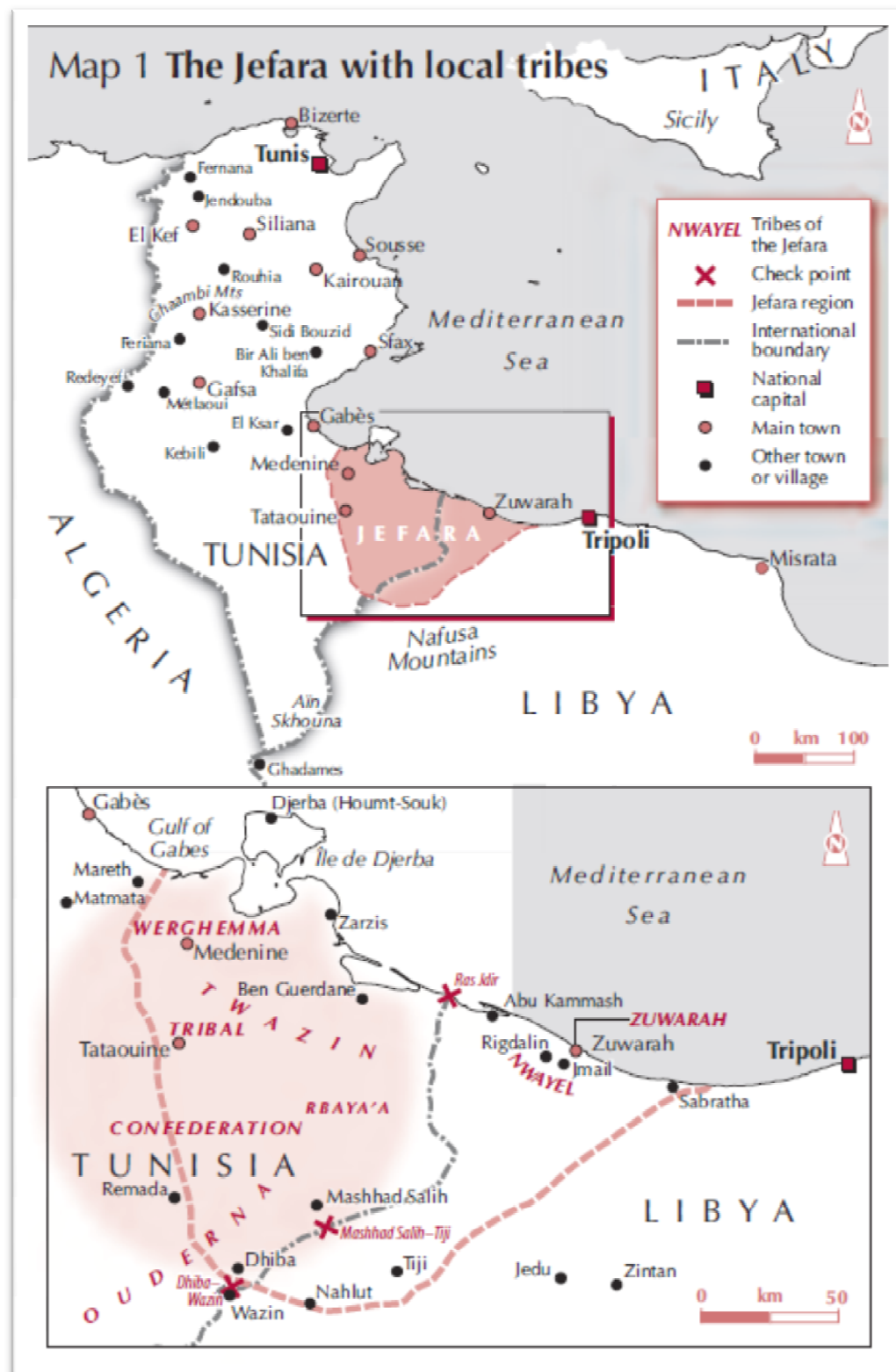
opposées ne cessent de prétendre que les contrats de réhabilitations dépendront du soutien militaire apporté lors de conflits. Pour y répondre, ce paragraphe est consacré à l'identification des points forts de la Tunisie à travers le prisme à trois angles :

- La position géographique des territoires ;
- L'histoire commune et le capital-confiance ;
- La controverse de la neutralité envers les clivages internes en Libye.

La position géographique de la Tunisie par rapport à la Libye est à l'origine de la vigilance continue des systèmes de sécurité nationaux. En fait, la Libye traverse une situation de guerres très complexes. Le débordement en dehors des frontières libyennes des tensions et des rivalités régionales, tribales, claniques, religieuses, idéologiques et mafieuses est très envisageable. De même, une partie des actions séditeuses ou des actions de déstabilisation lors des dernières années en Tunisie ont été fomentées en Libye, pays qui s'est transformé en base arrière logistique des factions terroristes. Cependant, le continuum territorial entre la Tunisie et la Libye constitue immanquablement un atout sans égal dans la région en rapport avec les acteurs sur le théâtre libyen.

Afin de mieux préciser l'importance du voisinage entre les deux pays en tant qu'avantage pour la Tunisie dans les projets de la reconstruction en Libye, il importe de mettre en exergue le maillon géographique et culturel qui est loin d'être une césure. Ce maillon est la région de Jeffara qui est constituée d'une plaine triangulaire de près de 15 000 Km² s'étendant de l'oued Ezzas à l'ouest jusqu'aux faubourgs de Tripoli à l'est. Pendant des siècles, cette région a été dominée par les confédérations tribales de Werghemma à l'ouest et des Nwayel à l'est conférant ainsi à ce territoire une identité socioculturelle prégnante. Avant l'avènement de la colonisation et des Etats centralisés, la région a connu un ordre tribal et nomade relativement stable émaillé par des crises intermittentes et des affrontements très rares entre les tribus locales. A la fin de XIX^{ème} siècle, l'arrivée de la colonisation française a brisé cet « ordre nomade » et ce mode de vie local. Puis la division arbitraire de Jeffara entre les colonies françaises et italiennes a encore perturbé les systèmes complexes que les tribus nomades avaient développés dans un isolement relatif des dirigeants Ottomans, pour assurer leur survie et la stabilité de la région⁷⁸. Donc, l'identité socioculturelle historique commune et la continuité territoriale à la frontière peut être, dans une perspective de dynamisation économique et en vue d'une participation de la Tunisie au projet de la reconstruction, réifiée, réordonnée, réadaptée et enrichie pour servir de plateforme d'entente et d'échange.

⁷⁸ Rafaâ Tabib, Effets de la frontière tuniso-libyenne sur les recompositions économiques et sociales des Werghemmas de la possession à la réappropriation des territoires. : De la possession à la réappropriation des territoires, 2011.



Carte 1 :Jefara et les tribus locales⁷⁹

⁷⁹ Moncef Kartas, Small arms survey, On the Edge? Trafficking and Insecurity at the Tunisian–Libyan Border.

Le voisinage avec la Libye est un facteur essentiel pour espérer l'octroi des contrats d'approvisionnement en matériaux nécessaires pour les projets de la reconstruction et qui sont produits en Tunisie. Les lignes d'approvisionnement très réduites en termes de distances et de logistique terrestre, joueront un rôle important dans la réduction des délais, d'une part et dans la diminution du coût des matériaux, d'une autre part. Un gain substantiel qui plaide en faveur de la Tunisie pour décrocher des contrats.

Sur un plan plus global, le territoire tunisien représente une porte d'entrée proche de l'Europe et tout autant pour la Libye. Cette réalité spatiale, si elle est valorisée, peut être un atout pour passer des accords de partenariat avec les opérateurs européens désireux de fonder des bases logistiques sécurisées en dehors du territoire libyen tout en étant à proximité immédiate de leurs sites d'intervention.

Le voisinage territorial est complémentaire avec une histoire commune, une culture similaire et une confiance solide entre les opérateurs traditionnels dans les deux pays. Le rapprochement selon cet angle dans le cadre de la reconstruction de la Libye peut donner à la Tunisie une sorte d'avance par rapport aux autres compétiteurs. Rappelons à ce propos, à quel degré la coopération développée par les deux pays est parvenue juste avant les événements de 2011. En effet, la crise de 2011 a eu lieu à un moment où les relations économiques entre les deux pays était parvenue à un point paroxysmique. Une zone franche dans la région frontalière de Ben Guerdane à Ras Jedir était sur le point d'être réalisée à la suite de l'achèvement des études et de l'assainissement foncier. Un projet de construction d'un gazoduc reliant la Libye au port de Gabès était également en cours et de larges pans de son passage ont été réalisés sur le terrain. Une discussion entre les deux pays pour établir les conditions d'une éventuelle convertibilité des monnaies nationales était aussi en cours témoignant que la Libye s'était hissée en partenaire privilégié de la Tunisie. Pendant les années de la phase pré-insurrectionnelle en Libye, les exportations tunisiennes étaient constituées en grande partie de la production agro-alimentaire ainsi que des matériaux de construction⁸⁰. De même, durant l'embargo imposé par les pays occidentaux à la Libye dans la foulée des sanctions liées à l'affaire des attentats de Lockerbie, le secteur informel a constitué meilleur canal de détournement des restrictions commerciales pour bon nombre d'acteurs économiques libyens. D'importantes quantités de biens de consommation étaient exportées de façon informelle de la Tunisie vers la Libye après un transit de type « paravent » assuré par des opérateurs locaux. Un réseau complexe fondé sur des valeurs et des capitaux symboliques s'était tissé grâce à une réordination de l'héritage profond et commun des deux peuples. Cet héritage aussi relationnel que pragmatique revalorisé en temps de paix comme en temps de crise, est appelé à constituer une base instaurer les instruments et les modalités futures nécessaires à toute participation tunisienne dans le chantier de la reconstruction de la Libye.

⁸⁰ Emanuele Santi, Saoussen Ben Romdhane et Mohamed Safouane Ben Aïssa, Impact du conflit en Libye sur l'économie Tunisienne: Une évaluation préliminaire.

Sur le plan politique et comme il a été mentionné précédemment, la « neutralité » de la Tunisie dans le conflit en Libye demeure une source de clivages aussi bien à l'intérieur que dans le voisinage méridional. La question qui a déchiré le microcosme politique à savoir : « Fallait-il soutenir l'armée nationale de M. K. Haftar au nom de la lutte anti-terroriste ou plutôt, apporter notre soutien aux pouvoirs assignés à Tripoli sous couvert de leur reconnaissance par la communauté internationale ? » a-t-elle réellement une valeur pragmatique et a-t-elle aidé à un repositionnement de la Tunisie en qualité de partenaire essentiel pour les Libyens, abstraction faite de leur alignement partisan ou tribal⁸¹ ? Il importe ici de faire le constat que situation de bipolarisation idéologique qui avait fracturé la Tunisie en 2013 autour de l'islam politique, a été nourrie par la controverse autour et par la crise libyenne. Une interaction si puissante que la Libye en était réduite à une affaire intérieure tunisienne avec toutes ses lectures réductionnistes et ses manipulations. Cependant, depuis l'accession de M. K. Saïed à la magistrature suprême à Carthage, ce sont ses positions ainsi que les déclarations officielles du Ministère des Affaires Etrangères qui remettent les pendules à l'heure et tentent de réparer les atteintes à l'approche rationnelle et non partisane dans le traitement du dossier libyen. Mais, malgré cette œuvre de restauration, il est assuré qu'à la fin de la conflictualité en Libye, la position de la Tunisie serait relativement affaiblie en comparaison avec les puissances qui ont parié sur la partie qui s'avérerait gagnante ou victorieuse, du moins au niveau politique. Mais cette situation ne sera que de courte durée, car avec le temps, les considérations d'ordre économique et financier domineront tout autre aspect.

Un parcours à écueils pour la Tunisie

Lors d'une conférence en 2020, le Pr. T. Borgou a affirmé que : « *Nous n'avons pas pris la bonne direction en ce qui concerne la gestion tunisienne de l'affaire libyenne. En fait, dès 2011, on a pris les décisions les plus mauvaises possibles* »⁸². Cette entrée en matière résume en quelques mots le contenu des paragraphes suivants, lesquels traiteront de la marginalisation de la crise libyenne dans les annales postrévolutionnaires de la diplomatie tunisienne. Une attention particulière sera aussi allouée à l'état de précarisation et de dépendance de la zone frontalière aux crises successives qui ébranlent la Libye, situation qui pèse sur le rôle tunisien dans le processus de reconstruction et sur les stratégies de notre armée, largement mobilisée dans cette zone instable.

La première carence à relever est inhérente à la modeste présence diplomatique et consulaire tunisienne en Libye. Tunis n'a été qu'un acteur indirect du jeu entre les factions et les puissances étrangères engagées dans le dossier libyen alors que ce pays est un état limitrophe. A cet effet, Pr. T. Borgou a déclaré : « *Je déplore que nous n'avons pas pu s'imposer dans le fameux congrès de Berlin, même si on savait au préalable qu'il va aboutir à l'échec.*

⁸¹ Mohamed Haddad, La délicate « neutralité » de la Tunisie dans la guerre en Libye, 11 juin 2020.

⁸² Dr Taoufik Bourgou, Maître de conférences en science politique à l'Université de Lyon.

*Mais, on aurait dû s'imposer tout de même »*⁸³. Cette inertie et cette inaction, dûment observées par la Tunisie, trouvent leur explication dans la méconnaissance des dynamiques spécifiques à la crise libyenne chez la plupart des décideurs politiques, d'un côté et de la crainte de l'aggravation de la situation en Libye et le débordement des opérations militaires vers le territoire tunisien, d'un autre côté. Cependant, il aurait été plus utile pour la Tunisie d'être à l'avant-garde active des processus de réconciliation en jouant le rôle d'acteur de premier plan en organisant de véritables négociations entre les parties rivales, dans le cadre d'initiatives purement tunisio-libyennes. Le pays ne manque pas de spécialistes confirmés en capacités de modération dans les milieux tribaux, capables d'œuvrer afin de préserver la paix et la concorde civile en Libye.

En valorisant l'héritage commun et la profonde connaissance de la société libyenne, les experts tunisiens auraient proposé d'autres pistes alternatives à celles suivies par les organisations internationales, lesquelles se sont avérées totalement inopérantes. Cet échec par absence ou par négligence des aptitudes est l'une des principales erreurs dans le traitement de la question libyenne.

L'autre point faible de Tunisie à l'égard de la crise libyenne est la faiblesse de la présence de l'Etat dans la Jeffara et sa dépendance à l'égard de la Libye. En fait, pendant des décennies, cette région a été laissée en situation « d'amarrage » vis-à-vis de la Libye tant au niveau économique que politique. L'Etat tunisien, pour des considérations d'ordre inhérent à son incapacité structurelle de penser le développement dans ses marges frontalières et ce, depuis les premières années de l'indépendance, a opté une politique de « *laisser faire* » dans la Jfarra. La population de cette région a su, grâce à sa maîtrise du territoire, développer une forme d'autonomie vis-à-vis des autorités centrales, notamment au niveau économique et celui des échanges transfrontaliers. Or, si la Tunisie envisage aujourd'hui une participation dans la reconstruction de la Libye, elle ne peut que réinvestir cette partie du territoire national en exerçant sa pleine souveraineté et le soutirant aux réseaux de la contrebande illicite phagocytée par les milices libyennes. La Jeffara représente le maillon le plus solide qui amarre la Libye à son voisinage immédiat en Tunisie et dans le reste du Maghreb. La présence de l'Etat dans les zones frontalières doit étre traduite, non pas par un contrôle sécuritaire ou une réorganisation aliénante des territoires, mais par le déploiement d'une réelle et perceptible capacité de satisfaction des besoins économiques, sociaux et culturels de la région et de sa population. Cette œuvre de développement doit relever des ordres de priorité de ces régions afin de combler l'important retard accumulé durant les décennies de marginalisation. C'est là une condition préalable à la transformation de la Jeffara en une plateforme à même de contribuer à offrir une base productive et de logistique destinée à la reconstruction de la Libye.

Sur le plan militaire, il est à relever certaines similitudes avec l'approche diplomatique. Selon le Colonel M. Kasdallah : « *L'une et l'autre des approches constituent une manière de poursuivre des fins identiques à travers des moyens, soit pacifiques soit belliqueux, pour paraphraser les*

⁸³ Dr Taoufik Bourgou, conférence donnée en décembre 2020.

constatations faites depuis longtemps par Clausewitz. Défense et diplomatie sont semblablement soumises au Politique ainsi qu'aux stratégies, par définition globale, que celui-ci définit afin de promouvoir les intérêts d'un État sur la scène internationale»⁸⁴. Cette déclaration met en lumière la « diplomatie de l'armée », laquelle est un moyen pour une meilleure synergie avec les autres composantes de la diplomatie, qu'elle soit politique ou économique. Ce concept est à la base de l'approche que la Tunisie semble avoir adhéré afin d'entreprendre les actions idoines, non forcément belliqueuses, pour dissiper l'hostilité, construire et entretenir la confiance avec la Libye. Mais dans les faits et en guise de premier bilan sur le terrain, la diplomatie de l'armée tunisienne semble manifestement absente.

Cette absence de la diplomatie militaire, à ce stade de la conflictualité en Libye, est très dommageable pour l'intérêt des deux pays voisins. En effet, avec un déploiement approprié fondé sur une connaissance des données stratégiques, sécuritaires et anthropologiques, l'armée aurait pu aménager et sécuriser une sorte de zone tampon à la frontière destinée à pérenniser les échanges économiques nonobstant la situation du conflit, y compris en temps de guerre ou d'affrontement entre les milices. Cette zone, selon le Colonel M. Kasdallah : « *permettrait aussi de jouer un pouvoir d'attraction exercé comme un creuset d'une portée considérable rapprochant non seulement les armées mais aussi les modes de penser des cadres* »⁸⁵. Sur un autre plan, la diplomatie militaire peut permettre à nos forces armées de jouer un rôle dans l'assistance et la formation de l'armée nationale libyenne et de créer les conditions pour établir un partenariat, voire une alliance stratégique avec la nouvelle Libye. Négliger cette capacité et limiter l'armée aux opérations de surveillance de la zone frontalière de manière inamovible, priveraient inévitablement la Tunisie d'une potentialité assurée de participer activement et en dehors des frontières à la reconstruction de l'une des principales institutions de la Libye.

⁸⁴ Colonel de l'armée de terre tunisienne (ret) Mohamed Kasdallah: Leaders, À quand une diplomatie militaire au service d'une stratégie globale?

⁸⁵ Colonel de l'armée de terre tunisienne (ret) Mohamed Kasdallah: Leaders, À quand une diplomatie militaire au service d'une stratégie globale?

**APPROCHES POSSIBLES
POUR LA STABILISATION DE LA LIBYE**

Vu l'impact significatif de la crise libyenne sur la situation sécuritaire et économique de son voisinage et tenant compte de la possibilité de débordement de la situation conflictuelle armée vers la Jeffara, la Tunisie ne peut en aucun cas, demeurer dans l'inertie et l'inaction au risque d'être une victime d'un probable effondrement sécuritaire dans la Tripolitaine ou du déclenchement d'une guerre par procuration entre les puissances régionales à la frontière méridionale. L'objectif de la Tunisie doit être clair et sans aucune forme d'interférence entre le partisan et le national, avec pour premier seuil, la sortie de crise et la pacification de la Libye en prélude au lancement des chantiers de la reconstruction et le démantèlement des factions miliciennes.

Les paragraphes qui suivent, exposeront la stratégie la plus viable et la plus envisageable pour assurer une fin de la situation sécuritaire chaotique en Libye, tout en esquisant les grandes lignes de la politique à suivre en vue de générer un rôle idoine pour la Tunisie. Un rôle qui préserve ses intérêts, sa sécurité nationale, ses prétentions économiques et bien évidemment, qui cadre avec ses capacités et ses atouts.

Le dialogue : est-il l'approche la plus raisonnable ?

Aujourd'hui, chaque processus de pacification d'un pays ayant connu un conflit interne violent est approché comme une opération complexe comportant plusieurs volets et impliquant divers acteurs dont l'Organisation des Nations Unies. Celle-ci s'est employée depuis des décennies à faire évoluer ses outils et ses compétences pour pouvoir pacifier les régions en proie à des guerres civiles ou à des conflits de haute intensité. A ce titre, l'ONU, en qualité de représentante de l'esprit et de la volonté de la communauté internationale, du moins dans les objectifs déclarés et les rôles, peut représenter un vecteur de pacification efficace.

Cependant, Dans le cas de la crise libyenne, il est permis de s'interroger légitimement sur les rôles joués par l'organisation internationale. En effet, lors des premières heures de l'insurrection en Libye et au début des opérations militaires de bombardement massif sous le commandement de l'OTAN, il était manifeste que le dernier souci des grandes puissances était la pacification du territoire et la préservation des institutions et de la sécurité. Il est édifiant de rappeler à cet effet qu'Abdelfattah Younès⁸⁶ était destiné à jouer un rôle de premier plan dans l'édification d'une armée gardienne de l'Etat post-insurrectionnel. Cependant, il a été assassiné par les milices terroristes qui avaient phagocyté les unités rebelles. Son assassinat non encore élucidé à ce jour constitue un des crimes abominables commis sous les yeux d'une coalition occidentale peu soucieuse de voir émerger en Libye, une armée organisée et patriotique⁸⁷. Ce crime et le silence complice qui lui a succédé pointent du doigt, même de manière indirecte, la coalition laquelle n'a pas semblé être inquiétée par la liquidation du général libyen. Un général qui

⁸⁶ Abdelfattah Younès, né en 1944 et mort assassiné le 28 juillet 2011, était un militaire libyen, major-général des forces armées libyennes et ministre de l'intérieur de la Jamahiriya. Après son passage du côté des rebelles, il a été nommé commandant en chef de l'Armée de libération nationale en 2011.

⁸⁷ Dr. Rafaa Tabib, conférence sous le thème : « Réconciliation Nationale en Libye : Fragmentation de l'institution militaire, Jeux des puissances et domination milicienne ».

aurait pu participer activement à la préservation de l'armée, seule garante de la sécurité dans un pays déchiré par les clivages tribaux. Or, les évaluations de la situation s'accordaient à considérer ce crime comme un prélude à l'instauration durable de l'instabilité politique. Cette instabilité était-elle désirée par les acteurs étrangers après l'effondrement de la Jamahiriya ? Les coalisés cherchaient-ils à se débarrasser de Kadhafi et de son régime ou bien, c'était toute l'entité étatique en Libye qui devait disparaître sous les bombardements ? Il serait inutile de spéculer sur ces interrogations, même si la suite des événements qui ont succédé à l'assassinat de Younès a dévoilé des zones d'ombre qui ne peuvent que stimuler des attitudes incrédules et sceptiques. Les procès intentés contre l'ancien président français M. N. Sarkozy ont commencé à fournir des thèmes de remise en cause des réelles intentions de la coalition avec une multitude de dossiers relatifs à des interférences d'intérêts entre les puissances étrangères et des arrangements secrets pour le partage futur des contrats de la reconstruction. Il est permis d'avancer l'hypothèse que les principaux acteurs internationaux sur la scène libyenne sont peu soucieux de voir une Libye prospère, unifiée et dotée d'un gouvernement légitime et représentatif de tout le spectre social, du moins à court terme. Cette attitude complexe et tout autant paradoxale, explique la faiblesse de l'influence des Nations Unies dans la mise en œuvre d'un solide processus politique destiné à une pacification aussi profonde qu'effective du pays.

Face à cette situation de blocage intentionnel de la part de certaines puissances, les pays de la région, soucieux de parvenir à une réelle pacification de la Libye et non à un simple échafaudage précaire des institutions, doivent faire appel à un médiateur neutre, capable de mettre sur pied un processus de réconciliation. Grâce à une stratégie qui favorise le dialogue entre les factions adverses, il est très probable de parvenir à trouver un terrain d'entente susceptible d'ouvrir la voie à un accord sur le partage des ressources et l'unification des territoires. Les pays limitrophes de la Libye qui sont menacés par l'instabilité, doivent devenir, le plus rapidement possible, une partie prenante dans les pourparlers de résolution des litiges et les rencontres en vue de la pacification. Au sein de cette dynamique, le gouvernement tunisien peut légitimement se prétendre acteur tiers et médiateur neutre lors des négociations entre les belligérants libyens. Rôle qu'il a magistralement joué, même partiellement et sans stratégie claire, à l'occasion des rencontres de dialogue du Groupe des 75 sous l'égide de l'ONU à Gammarth en 2020.

En s'imposant comme interlocuteur de toutes les parties en conflit en Libye, la Tunisie doit faire preuve de tact dans sa démarche de réconciliation et de maîtrise des rapports complexes au sein du corps tribal chez son voisin méridional. A ce titre, la diplomatie sera appelée à formuler les arguments à même de convaincre les diverses parties que seule une paix des braves et un partage équitable des ressources sans exclusion ni domination sont dans l'intérêt collectif de tous les Libyens et que ces principes ne peuvent être viables et permettre une sortie de crise honorable qu'à la condition de désarmer les milices et d'accepter la suprématie de la loi et l'unité territoriale au sein d'un Etat unitaire. La responsabilité de la Tunisie serait, dans ce cas de figure et ce processus,

d'une extrême minutie, car toute divergence affichée de la part des factions dans l'identification de l'intérêt commun, lors des négociations, s'avérerait comme le pire des scénarios pour un dénouement de la crise libyenne. C'est là le vrai défi et la finalité de l'enjeu, à savoir, amener les parties opposés à conclure un accord fondé sur le principe d'une résolution non violente du conflit et l'acceptation d'une issue historique de la guerre civile sans vainqueurs ni vaincus. Une acceptation qui est la consécration de l'abandon conscient de toute velléité de vengeance et de brisure du cycle des violences quels qu'en soient les raisons et les caractères.

Les choix des interlocuteurs au dialogue : La nécessité de l'élargissement du spectre

Il est édifiant de noter que la neutralité de l'acteur modérateur est une condition préalable indispensable dans la réussite du processus de pacification. Or, la Tunisie satisfait à cette condition et a accueilli plusieurs rounds de négociations directes entre les parties libyennes sans pour autant tenter d'influencer les débats ou imposer un agenda politique. Cependant, la Tunisie doit améliorer sa prestation diplomatique en développant ses relations avec tout le spectre libyen et inviter les personnes susceptibles de représenter les vrais acteurs sur le terrain, ceux-là même qui détiennent les clés de la résolution des rivalités et non ceux qui sont cooptés par les puissances étrangères afin de jouer les paravents pour des intérêts occultes et sans rapport avec les enjeux concrets. A cet effet, il est important de relire, dans une optique critique les expériences de la Tunisie à ce sujet. En effet, le choix des invités lors du premier forum de dialogue inter-libyen qui s'est déroulé à Tunis en Novembre 2020 avait vu la participation de personnes recherchées par Interpol, des représentants des compagnies pétrolières désireux de défendre les intérêts de leurs employeurs et de gens sans aucune influence sur le cours des péripéties du conflit. D'autres personnalités impliquées dans les réconciliations locales et rompues aux négociations coutumières étaient écartées par les organisateurs onusiens de cette rencontre pour méconnaissance de la structure sociale de la Libye ou pour préserver les intérêts, souvent peu avouables, de certaines puissances impliquées dans le conflit.

RECOMMENDATIONS

L'armée Nationale Tunisienne et son rôle géopolitique en Libye

Avant 2012, les menaces extérieures étant relativement faibles, l'armée tunisienne n'avait alors qu'un budget très restreint, de l'ordre de 1,22 % du PIB, un des plus bas du monde arabe⁸⁸.

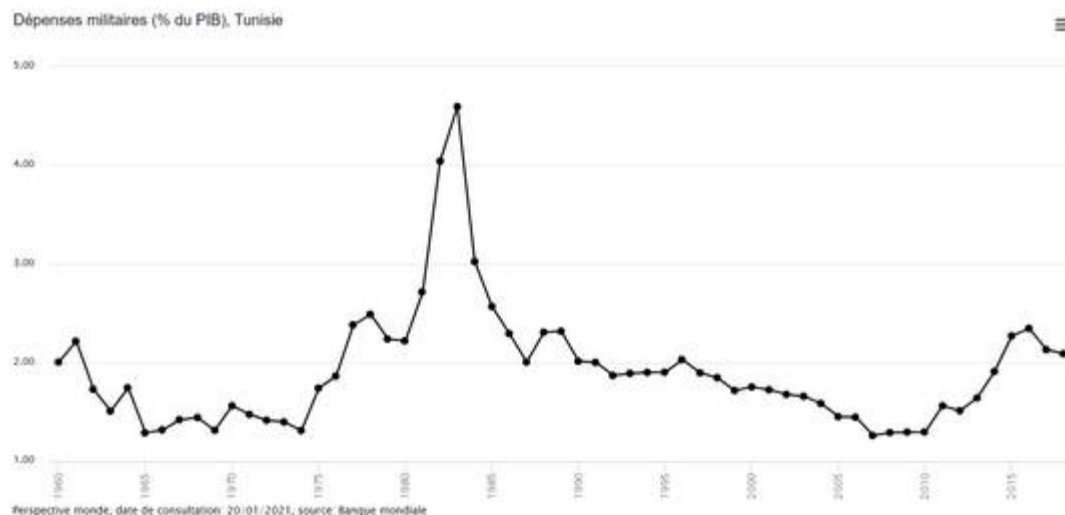


Figure 7: *Dépenses militaires (% du PIB), Tunisie*

Au cours de la décennie qui a succédé à la révolution, il y a eu une légère augmentation des budgets, mais sans atteindre le seuil de 2.5 % de PIB. L'exercice administratif et financier 2021, a vu le budget de la défense enregistrer une augmentation de 220 millions de dinars, passant de 3218 millions de dinars en 2020 à 3440 millions de dinars pour l'exercice qui a succédé⁸⁹. Bien que cette augmentation de 220 millions de dollars soit parmi les trois plus importantes des hausses budgétaires programmées pour cette année, l'enveloppe allouée à la Défense demeure toujours modeste pour un pays qui connaît des transformations radicales dans son environnement géopolitique, transformations qui font de lui un front d'instabilité et d'enjeux pour un large spectre de menaces auxquelles il est appelé à faire face dans l'urgence.

A cause de cette faiblesse des moyens, laquelle a été constatée par les acteurs de la scène régionale, la Tunisie n'a pas eu la capacité de s'imposer en tant qu'acteur de premier plan dans la scène libyenne et de peser sur les équations géostratégiques. Cette incapacité n'a pas prôné en faveur d'une implication beaucoup plus active de la Tunisie dans la résolution, à l'échelle internationale, de la crise libyenne à l'orée de l'adoption du processus politique en 2019/2020. Ainsi, au congrès de Berlin, l'Allemagne, pays organisateur de la rencontre, n'a pas jugé utile de s'adresser aux autorités tunisiennes en tant que partenaire de choix et de mettre à profit les atouts autres que militaires, à savoir

⁸⁸ En 2012, le pourcentage moyen du produit intérieur brut (PIB) affecté à la défense est de 2,52 % dans le monde et 5,18 % dans les pays arabes. F. Gaub, « Reforming Arab Security Sectors », Brief ISSUE, European Union Institute for Security Studies, décembre 2013, p. 4.

⁸⁹Tuniscope : Top trois des plus fortes augmentations de budgets ; Education, Intérieur et défense. 19 Octobre 2020.

les avantages de l'Histoire, de la culture et du continuum géographique et social. En effet, la Tunisie n'était même pas inscrite sur la liste des pays invités et ce, pour des considérations purement géopolitiques.

Cette attitude qui dévalue clairement les atouts de la Tunisie doit donner à réfléchir, sans pour autant perdre de vue l'évidence qui assure que pour peser lourd, il faut que la diplomatie ait son armée. Il faut consolider les capacités de l'armée y compris pour les fonctions conventionnelles c'est-à-dire une armée en capacité de combattre des unités de type insurrectionnel ou milicien dans les marges frontalières et les confins de la contrebande. Même si l'armée a su conduire avec succès et seule la lutte contre le terrorisme à l'intérieur de la frontière, ces victoires demeurent stratégiquement insuffisantes.

En raison de la volatilité de la situation en Libye, il importe de réorganiser l'armée et les forces de la sécurité afin de mieux s'adapter aux configurations mutantes de la menace et de se préparer à la période de la reconstruction future, phase pendant laquelle, les fonctions de contrôle, de surveillance et de protection sera obligatoirement élargie à d'autres acteurs, dont principalement les entreprises internationales qui seraient abritées sur le territoire tunisien. Il s'agit là, d'un atout incontournable et tout aussi inestimable que détiendrait la Tunisie. Dans cette perspective géostratégique, il importe de disposer d'une « masse de défense », à savoir, la capacité à tenir un espace et de peser lourdement pour influencer l'autre côté de la frontière. C'est à dire que les acteurs de la guerre asymétrique, les milices et les factions en sédition implantés de l'autre côté de la frontière, doivent prendre conscience que l'armée du côté tunisien constitue une masse face à leurs menées déstabilisatrices.

Cette masse de défense est rationnellement envisageable en considération de la configuration géopolitique particulière de la Tunisie. En effet, le pays forme une sorte de promontoire situé à l'extrémité septentrionale de l'Afrique avec une ouverture sans aucune entrave majeure vers les profondeurs sahariennes et sahéliennes, dont la Libye. Aux côtés de cette position de choix, il faut adopter une politique idoine à même de créer, avec les partenaires désireux de promouvoir la paix, la stabilité et le progrès des idéaux démocratiques dans la frange méridionale de la Méditerranée, un axe politique et diplomatique majeur susceptible mener, dans la sérénité, le processus de réhabilitation de la Libye en tant que pays viable et d'entamer le processus de sa reconstruction. Cette optique n'est, bien évidemment envisageable, qu'à la condition d'une synergie entre la défense et la diplomatie. En effet, la diplomatie se déploie grâce d'abord à une armée et conformément aux principes d'une doctrine, par la suite.

Les zones frontalières : Vers une approche inclusive

La carence de l'autorité de l'Etat tunisien dans la région de Jeffara s'est manifestée à travers la grande tolérance envers les règlements, surtout financiers, passés par les réseaux locaux de la contrebande et même par l'acceptation, durant des années, de la prééminence du marché parallèle dans la zone frontalière. Un autre phénomène, d'un

degré de menace très élevé pour la sécurité nationale, a commencé à créer une situation conflictuelle dans le sud et au voisinage de la frontière libyenne ; le mouvement revendicatif à caractère territorial du Kamour dans la région Tataouine. Ce mouvement constitue un réel défi multiforme à l'autorité régaliennne de l'Etat. L'analyse des discours développés par certains activistes du Kamour renseigne clairement sur la genèse d'un mouvement séparatiste destiné à menacer l'intégrité territoriale du pays.

Ce mouvement développe ses stratégies en profitant de la faible présence de l'Etat, dans sa configuration sociale et développementale, tout en mettant à profit la dépendance économique envers la Libye et principalement, ses milices stationnées à proximité de la frontière dans la région du Jbel Nafoussa. Ces constats convergent vers la reconnaissance de l'importance des problèmes de gouvernances, de dépendance et de menaces sur l'intégrité du territoire dans les régions frontalières avec la Libye. Or, les espaces frontaliers ne doivent pas être approchés comme des zones disjonctrices dans les territoires, mais comme des aires de complémentarité économique entre les réalités inhérentes à chaque pays limitrophe. Dans cet ordre conceptuel, il faut que l'Etat soit en capacité de promouvoir cette complémentarité tout en veillant à sauvegarder l'intégrité absolue de la totalité du territoire national. Il lui faut restaurer l'autorité centrale et soutenir sa présence dans les zones « périphériques » en veillant à écarter toute forme de contestation de la souveraineté de la légitimité.

Afin de participer activement à la reconstruction, il importe de débayer le terrain dans le sud du pays. Pour ce faire, il faut élaborer un schéma d'aménagement du territoire fondé sur une vision à long terme pour la réalisation des infrastructures susceptibles d'établir des liens performants entre les deux pays, faciliter les échanges entre les populations et dynamiser les économies dans les zones frontalières. A titre prioritaire, il convient de réfléchir à la création d'une zone franche afin de légaliser le commerce informel et de créer les conditions idoines pour une convertibilité des monnaies nationales. Il importe aussi, à court terme de réfléchir à des procédures susceptibles d'offrir des facilités au niveau de la prise en charge des patients libyens à la frontière, à la promotion des loisirs et d'un tourisme familial et d'affaires adaptés aux spécificités sociales de la région.

Ces décisions ciblées et appropriées aux conditions locales et aux besoins exprimés par les communautés dans la région transfrontalière seraient à même de promouvoir l'économie des villages du sud et des localités qui connaissent une très longue période de déclin. Par ces initiatives, l'Etat serait amené à renforcer sa présence, préserver les droits sociaux au développement régional et s'assurer la loyauté des individus et des communautés. Ce sont les seuls leviers pour préserver les jeunes des chants des sirènes de l'extrémisme et de la criminalité.

En implantant les projets de développement local selon des logiques inclusives et spécifiques aux conditions des communautés et des territoires de la région frontalière, l'Etat peut parvenir à réaliser des transformations radicales de la situation de déclin économique dans la Jeffara et le Jbel Labiodh et aspirer à établir durablement et

solidement une atmosphère de sécurité portée aussi bien par les services de l'armée et de la police que par la population locale.

Toutefois, il ne faut pas omettre que la sécurité ne peut être assurée qu'à la condition d'une coopération avec les voisins pour assurer un contrôle effectif de la frontière. Etant donnée la situation fragmentée du champ social, politique, milicien et sécuritaire du côté libyen, il serait impensable d'appliquer, à la configuration frontalière actuelle et probablement future, les mêmes schémas que dans le cas d'un voisinage classique entre deux armées. Par conséquent, il est impératif de réfléchir à l'établissement des études spécifiques pour la compréhension des menaces spécifiques dans ces zones et la création d'un organisme d'échange des informations et du renseignement entre les diverses parties afin d'améliorer la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière. De même, il importe de revitaliser la cellule commune de renseignement créée à Alger en septembre 2010 et de prôner, auprès des puissances européennes, la nécessité d'intégrer, dans les plus proches délais, l'Algérie, la Tunisie et le Sénégal dans le G5-Sahel ou toute autre structure en charge de l'aspect opérationnel de maintien de la sécurité régionale.

Création d'une instance gouvernementale en charge de la crise libyenne

Il est édifiant dans cet ordre d'idées et d'initiatives de rappeler que l'Egypte, l'acteur le plus actif dans le voisinage de la Libye, a créé en Août 2016, un comité national chargé de la crise libyenne. Ce comité est présidé par le chef d'état-major des forces armées, Ahmed Hegazi. Ce dernier supervise deux aspects :

Les pourparlers de la réunification de l'armée ;

Le Conseil Consultatif de Défense qui commande, de facto, les opérations en Cyrénaïque et dans le Fezzan.

Cette initiative de la part du pouvoir en Egypte, s'inscrit dans le cadre du suivi de l'évolution de la crise libyenne et sauvegarder les intérêts du Caire. Des entrevues intensives et quotidiennes rassemblent les responsables des directions et des institutions nationales égyptiennes avec les représentants des différentes catégories de la société libyenne dans le but de désamorcer la crise et préparer la reconstruction de la Libye.

Il semble qu'il est temps pour la Tunisie d'adopter des moyens innovants dans le traitement du dossier libyen, lequel ne peut plus rester cantonné à une approche classique de relations internationales de type exclusivement diplomatique. Par conséquent, la création d'une instance gouvernementale chargée de la crise libyenne qui aurait pour rôle l'élaboration des études et des modes opératoires pour s'imposer en tant qu'acteur principal serait une option digne d'être débattue dans les hautes sphères décisionnelles du pays. Il convient cependant, de préciser que cette instance est appelée à manœuvrer pour modérer les retombées du chaos libyen sur la Tunisie tout en cherchant des solutions pratiques pour contribuer à la résolution des conflits dans le voisinage méridional de notre pays. Sur un autre plan, cette instance serait en charge d'identifier les besoins du marché libyen et anticiperait les situations de tous ordres, sécuritaires, sanitaires et économiques extrêmement volatiles en Libye.

Il faut ici souligner que cette instance devrait compter dans ses rangs des stratèges militaires, des anthropologues, des acteurs de la société civile des régions frontalières et principalement des élites coutumières des clans locaux, des économistes du développement et de la planification rurale, des diplomates confirmés et des chercheurs dans toutes les disciplines qui peuvent servir dans l'élaboration et la planification anticipatrice.

Parmi les actions que cette instance est appelée à promouvoir, il y a lieu de citer la planification territoriale locale et le pilotage des projets structurants à l'instar de la création des stations logistiques pour l'industrie des matériaux de construction et l'aménagement de la base logistique et des chaînes d'approvisionnement.

CONCLUSION

Depuis le déclenchement de la crise libyenne en 2011, toutes les tentatives de la stabilisation de la région se sont heurtées à des obstacles insurmontables. La complexité des dynamiques internes, le degré avancé de l'ingérence extérieure, l'importance des enjeux et l'interférence des intérêts des puissances étrangères constituent une synergie qui ne saurait mener que vers le report incessant de la date de sortie de crise.

Cette situation constitue l'obstacle majeur face à tous les efforts de succès ou même d'achèvement de la transition sensée mener le pays vers un Etat viable et stable. L'effondrement de la Jamahiriya a donné lieu à la prééminence des milices et des factions armées, lesquelles contrôlent les territoires, les institutions, les trafics illicites et les frontières poreuses. Ces frontières sont un point d'achoppement dans les relations avec les tts voisins, puisqu'elles sont propices à la prolifération des groupes de sédition et à l'infiltration des terroristes qui menacent la sécurité de l'ensemble de la région.

La Tunisie, dans cette situation d'absence de visibilité institutionnelle et politique en Libye, n'a qu'un intérêt primordial qui ne pourrait plus souffrir de retard ou de remise en cause ; celui de parvenir à un Etat stable, unifié, souverain en Libye. Un Etat susceptible d'assurer toute ses responsabilités régaliennes sur la totalité de son territoire. En effet, contrairement aux configurations dans les autres régions, la Tunisie a subi de plein fouet l'impact du conflit libyen qui s'est traduit durant toute une décennie, par une insécurité endémique à la frontière méridionale du pays, une baisse de la croissance économique, une exacerbation des tensions sociales et une persistance de la présence des groupes terroristes à l'affut à quelques lieux de notre territoire.

De même, l'expérience et les réalités géographiques et sociales ont démontré à plusieurs reprises, qu'en cas de déclenchement des hostilités en Libye, les réfugiés viennent en masse uniquement vers les postes frontaliers tunisiens et nulle part ailleurs. Un afflux qui plombe une économie en sérieuse difficulté sous le regard impassible des pays occidentaux. A ce jour, aucun débat sérieux n'a été initié au sein des instances financières internationales afin d'évaluer les effets néfastes de la fermeture du marché de l'emploi libyen pour les Tunisiens, lesquels envoyaient des fonds à leurs familles et dont plus de 40000 parmi eux ont fui principalement la Tripolitaines pour échapper au chaos et à l'insécurité.

Il est légitime de voir la Tunisie aspirer, dans l'intérêt de la région, de sa stabilité et de la viabilité de tout système de sécurité dans l'ensemble de la zone de l'Afrique du Nord, à occuper une place de choix dans l'échiquier du grand projet de reconstruction des institutions et des infrastructures en Libye. A cette légitimité, s'ajoutent des atouts incontestables qui peuvent élargir le champ de manœuvre de la Tunisie pour se positionner stratégiquement et profondément dans ledit projet et en premier lieu ; la proximité géographique, l'héritage historique commun et les Tunisiens installés de longue date en Libye et au sein de son tissu social aussi complexe qu'étanche à toute forme d'inféodation étrangère. Cette diaspora est le noyau solide qui rétablira les liens sous leurs multiples formes et secteurs entre la Tunisie et la Libye.

Quant à l'Etat tunisien, il est appelé à promouvoir la région de Jeffara pour en faire le maillon spatial et fonctionnel de la complémentarité économique entre les deux pays sous l'égide de l'autorité et de la coordination des actions de l'Etat. Pour mener à terme cette œuvre, il importe de cristalliser, dans les sphères de la décision politique, une vision réaliste et créative alliant les potentialités informelles aux capacités de l'Etat, le renforcement structurel de l'armée nationale afin d'assurer la sécurisation holistique du territoire et d'imposer aux autres acteurs, grâce à un poids opérationnel consistant, le devoir de coopérer, notamment dans les voisinages ouest de la Tripolitaine.

Il importe ici de rappeler que la visite du président tunisien M. K. Saïed à Tripoli, le 17 mars 2021, était appelée à donner le coup d'envoi à une coopération renouvelée entre les deux pays, grâce à l'envoi d'un signal fort indiquant que la Tunisie a rectifié ses orientations et ses choix stratégiques en et envers la Libye. Le discours était ainsi assez clair mettant l'accent sur la nouvelle approche tunisienne. Une approche qui n'est pas exclusivement soucieuse des problèmes sécuritaires, mais elle intègre aussi les aspects économiques, de développement, de coopération technique, d'assistance et de participation à la reconstruction.

La Tunisie est appelée à établir sa nouvelle stratégie en intégrant dans ses équations géopolitiques et sécuritaires la grande volatilité de la situation qui prévaut depuis l'instauration des nouvelles autorités exécutives, dont les capacités d'établir un gouvernement souverain restent hypothétiques. La nouvelle autorité a très peu de pouvoir sur le terrain et a beaucoup de mal à exercer une quelconque influence dans l'est de la Libye de même que dans la Tripolitaine ou le Fezzan où elle fait face à une forte opposition. En fin d'analyse, il est possible de conclure que cet exécutif est loin de pouvoir unir la Libye. Cette évaluation quelque peu sceptique rejoint l'attitude de nombreux Libyens qui affichent leur défiance quant à la réussite du nouveau processus, car plusieurs accords conclus ces dernières années sont restés lettre morte.

Malgré les progrès politiques accomplis, la signature du cessez-le-feu à l'automne 2020 et la reprise de la production pétrolière, secteur clef de l'économie, la scène libyenne demeure susceptible d'évoluer vers un large spectre de scénarios, dont une reprise de la guerre ou la partition de facto du territoire en entités rivales. Par conséquent, la Tunisie, tout en maintenant son action en faveur d'une pacification de sa voisine méridionale et d'une mobilisation internationale prônant la reprise du dialogue et du processus politique, doit être préparée à toute éventuelle dégradation.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

1. M. Djaziri, « Tribus et État dans le système politique libyen », Outre-Terre, n° 23, 2009/3.
2. La rousse, Encyclopédie, la Libye ; Histoire
3. Nora Lafi, L'Empire ottoman en Afrique : perspectives d'histoire critique
4. André Nouschi, États et pouvoirs en méditerranée, Tome 1
5. François Dumasy, La Libye, un laboratoire des variations de la relation coloniale pendant la Première Guerre mondiale ?
6. Robert Mantran, La Libye nouvelle, rupture et continuité, La Libye des origines à 1912
7. La rousse, Encyclopédie, la Libye ; Histoire.
8. André Nouschi, États et pouvoirs en Méditerranée (XVIe-XXe siècles). Tome I.
9. Yahia Zoubir, Les États-Unis, l'Europe et la Libye : de la réhabilitation de Kadhafi à son renversement.
10. Le dico du commerce international, définition de l'état failli
11. A. Cartapanis, « L'État défaillant », Qui capture l'État ? Paris, PUF, 2012.

Articles

1. Témoignage, 200 milliards de dollars pour la reconstruction en Libye, 7 Février 2016
2. Leïla Slimani, Jeune Afrique, 24 décembre 1951 La Libye accède à l'indépendance, 19 décembre 2008
3. Jeune Afrique, Libye : après l'élection d'un Premier ministre intérimaire, une nouvelle phase de transition, 06 février 2021 Par AFP
4. Le Chiffre D'affaires, États-Unis: Quelle est la stratégie du président Biden en Libye? Fév 25, 2021
5. Ariane Bonzon, Slate, Le désastreux casting de la France en Libye, 25 juin 2020
6. Limam NADAW, Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel Sahara, Libye: un conflit confisqué par des acteurs extérieurs.
7. Mattia Giampaolo, How Italy was marginalised in Libya, 17 January 2020.
8. Le temps, Un rapport parlementaire britannique dénonce l'intervention en Libye de 2011, 14 septembre 2016.
9. Samia MEDAWAR, L'orient-Le jour, Qui sont les principaux acteurs du conflit libyen ?
10. Frédéric Bobin, Le Monde, En Libye, un condominium turco-russe aux portes méridionales de l'Europe.
11. Mohsen Tiss, L'économiste, Pétrole : la Libye s'attend à porter sa production à 1,3 million de b / j, 16 novembre 2020
12. RFI, Samuel Laurent: «Le désert libyen est devenu un haut lieu de la contrebande et du terrorisme».
13. Leader, échange de tirs à Rouhia : décès d'un officier supérieur, deux terroristes abattus.
14. Sébastien SEIBT, France 24, l'or noir libyen attise les convoitises.
15. Le monde, Quand Kadhafi demandait à Berlusconi d'"arrêter les bombardements", 24 octobre 2011.

16. Margherita Nasi, Libération, Libye: la course aux contrats commence, 26 août 2011.
17. Morgan ORTAGUS, US department of state, Seizure by Malta of \$1.1 Billion of Counterfeit Libyan Currency, 29 Mai 2020.
18. Energie France, le géant pétrolier Rosneft prend pied en Libye, Irak.
19. Clyde & Co LLP, lexology, Libyan railways: what next? 22 Mai 2013.
20. Mohamed Haddad, La délicate « neutralité » de la Tunisie dans la guerre en Libye, 11 juin 2020.
21. Colonel de l'armée de terre tunisienne (ret) Mohamed Kasdallah: Leaders, À quand une diplomatie militaire au service d'une stratégie globale?
22. Nadia Dejoui, l'économiste magrébin, Omar Béhi : « La stabilité politique en Libye est indispensable », 27 septembre 2018
23. Tuniscopes, Top trois des plus fortes augmentations de budget : education, intérieur et défense, 19 octobre 2020.
24. Nathalie Guibert, Le monde, L'armée de terre française envisage de futurs affrontements « Etat contre Etat », 17 juin 2020
25. L'orient le jour, AFP, La Libye entame une nouvelle phase de transition, le 06 février 2021

Etudes, Rapports et revues

1. François THUAL, la Revue administrative 49e Année, No. 294 (NOVEMBRE DECEMBRE 1996)
2. Ali Dolamari, Le tribalisme libyen : un critère géopolitique, Euro-Méditerranées / Eurarabie ? Outre-Terre 2009/3 (n° 23)
3. Henrik Gråtrud and Vidar Benjamin Skretting, Ansar al-Sharia in Libya: An Enduring Threat.
4. Saïd Haddad, Dialogues, ambiguïtés et impasses libyennes.
5. Saïd Haddad, Accord, désaccords et expansion de l'État islamique en Libye.
6. Dario Romano Fenili, RUSI, Italy's New Approach to Libya Commentary, 24 August 2020.
7. Nicolas Klingelschmitt, De l'engagement aux critiques, la position britannique sur la guerre en Libye.
8. Mohamed ELJARH, Dialogues sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien, Les Défis et enjeux sécuritaires dans l'espace Sahélo-Saharien ; La Perspective De La Libye.
9. Moncef Kartas, On the Edge? Trafficking and Insecurity at the Tunisian–Libyan Border
10. OPEC (2011), The Monthly Oil Market Report. Juin 2011.
11. Emanuele Santi, Saoussen Ben Romdhane et Mohamed Safouane Ben Aïssa, AfDB, Impact du conflit en Libye sur l'économie Tunisienne: Une évaluation préliminaire.
12. Base de données COMTRADE (2010). Nations unies.
13. UN COMTRADE (2010) et European Union DG trade (2010).
14. Marouen Al Abbassi, World Bank, Tunisia-Libya Dialogue Managing Risks and Seizing Opportunities Together.

15. OCDE (2011). Note interne « Impact de la hausse du prix du pétrole sur les pays de l'OCDE ». Direction du Commerce et Agriculture. Mars.
16. Monitor International (2009)
17. Tourisme info (2011), 16-31 Mai. No 10/2011.
18. OIM (2011). Réponse à la crise Libyenne : Rapport de la situation externe. 17 Mai.
19. Moncef Kartas, Small arms survey, On the Edge? Trafficking and Insecurity at the Tunisian–Libyan Border.
20. Cahiers n°6 du Plan Bleu « Infrastructures et développement énergétique durable en méditerranée : perspectives 2025 », Novembre 2009.
21. Mina de Beaumont, Sorties de crise : conditions, acteurs et enjeux, Paris, juillet 2009.
22. F. Gaub, « Reforming Arab Security Sectors », Brief ISSUE, European Union Institute for Security Studies, décembre 2013.

Séminaires et conférences

1. Dr Rafaa Tabib, Le jeu géopolitique des puissances en Libye.
2. Dr Rafaa Tabib, la politique libyenne de la Russie de l'instrumentalisation des échecs occidentaux à la réactivation des anciennes alliances.
3. Dr Rafaa Tabib, la Libye face à ses incertitudes : djihadisme, fragmentation du territoire et instabilité régionale.
4. Dr Rafaa Tabib, Réconciliation Nationale en Libye : Fragmentation de l'institution militaire, Jeux des puissances et domination milicienne.

Thèse

1. Rafaâ Tabib, Effets de la frontière tuniso-libyenne sur les recompositions économiques et sociales des Werghemmas de la possession à la réappropriation des territoires. : De la possession à la réappropriation des territoires, 2011.

Internet

1. <https://web.archive.org/web/20171011174838/http://countrystudies.us/libya/18.htm>

LISTE DES CARTES

Carte 1 : <i>Jeffara et les tribus locales</i>	43
Carte 2: <i>Infrastructures gazières en Méditerranée</i>	Erreur ! Signet non défini.

LISTE DES FIGURES

Figure 1: <i>Evolution du commerce bilatéral entre la Tunisie et la Libye</i>	30
Figure 2 : <i>Les canaux de transmission de la crise Libyenne sur l'économie Tunisienne</i>	31
Figure 3: <i>Exportations vers la Libye</i>	31
Figure 4: <i>Proportion de dirigeants d'entreprise évaluant que le conflit en Libye a eu un impact négatif sur leur chiffre d'affaires</i>	32
Figure 5: <i>Entre 2010 et 2014, les envois de fonds des travailleurs tunisiens en Libye ont diminué de 17,8 millions de DT, entraînant une perte de 300 DT par travailleur.</i>	34
Figure 6 : <i>L'investissement libyen en Tunisie a diminué d'environ 82%.</i>	34
Figure 7: <i>Dépenses militaires (% du PIB), Tunisie</i>	53

LISTE DES TABLEAUX

Table 1 : <i>Volume des échanges entre la Tunisie et la Libye (2009)</i>	30
Table 2: <i>Total des échanges Tunisie-Libye en millions de dinars Tunisiens (MDT), premier trimestre 2009-2010-2011</i>	32
Table 3 : <i>Ralentissement marqué des passages frontaliers en 2014 suite à la reprise du conflit en Libye</i>	33